

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2978

6 décembre 2011

SOMMAIRE

1798 European Credit Opportunities Fund	142918	KBC Bonds	142904
1798 European Loan Fund	142918	Lyris S.A.	142898
1798 Global Equity Long/Short Fund	142941	Micro Location System International S.A.	142914
Achelia Luxembourg S.A.	142914	M.I.T.	142935
Allianz Global Investors Opportunities ..	142900	Mondrion Développement S.A.	142898
Alternative Units	142936	NBK Holding (Luxembourg) S.A.	142917
Ametos SICAV	142903	Otto Beisheim Finance, SICAF-SIF	142916
AXA IM COMFORT	142935	Paro S.A.-SPF	142915
Bake Holdco 1 SA	142900	Savona Holding S.A.	142938
Baumann and Partners Sicav	142904	Scandal S.à r.l.	142938
Bleu Renard S.A.	142907	Scandal S.à r.l.	142941
Bleu Renard S.A.	142911	Scandal S.à r.l.	142941
Build Group Co. S.A.	142915	SD Fassaden S.à.r.l.	142944
BZ Equity Fund	142905	SI BEG Holding II S.à r.l.	142944
Capital Italia	142906	SI BEG Holding S.à r.l.	142944
Carren Gere S.A.	142903	Société Domaine de Bois Le Roi S.A. ...	142944
Compagnie Financière du Quinzième Siè- cle S.A.	142899	Sogeho International S.A.	142905
Cousimin S.A.	142920	Trinova (IPC)	142935
Delauney Investissement S.A.	142898	Ulicia Invest S.A.	142899
Devera S.A., SICAR	142939	UniGarant: Deutschland (2016) III	142919
DJE Lux Sicav	142902	UniGarant: Deutschland (2016) III	142920
Elite World	142915	UniGarantPlus: Erneuerbare Energien (2018)	142919
FRANKFURT-TRUST Invest Luxemburg AG	142936	UniGarantPlus: Erneuerbare Energien (2018)	142935
Glemine S.A.	142899		

Delauney Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 155.971.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 28 décembre 2011 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 30 juin 2011;
2. approbation des comptes annuels au 30 juin 2011;
3. affectation des résultats au 30 juin 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011161321/10/18.

Lyris S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 155.810.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 28 décembre 2011 à 10.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 30 juin 2011;
2. approbation des comptes annuels au 30 juin 2011;
3. affectation des résultats au 30 juin 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011161323/10/18.

Mondrion Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 155.816.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 28 décembre 2011 à 11.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 30 juin 2011;
2. approbation des comptes annuels au 30 juin 2011;
3. affectation des résultats au 30 juin 2011;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011161324/10/18.

Ulicia Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 122.910.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 27 décembre 2011 à 9.00 heures à Luxembourg, 18, rue de l'Eau (2^e étage) avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Informations aux actionnaires relativement aux démarches entreprises par les administrateurs suite de la vente de la participation détenue dans la société filiale MILANO PROPERTY S.r.l.
2. Constatation du report de la date de l'assemblée générale ordinaire et approbation dudit report;
3. Rapports de gestion du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
4. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31.12.2010 et affectation du résultat;
5. Décision à prendre relativement à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
6. Décision à prendre par les actionnaires de la Société relativement à l'exigibilité des avances consenties à la société par ses actionnaires;
7. Démission de quatre administrateurs et du commissaire aux comptes;
8. Décharge à accorder aux administrateurs et commissaire aux comptes sortants;
9. Divers.

Pour participer à ladite assemblée, les actionnaires déposeront leurs actions, respectivement le certificat de dépôt au bureau de l'assemblée générale, cinq jours francs avant la date de l'assemblée générale.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011163662/693/24.

Compagnie Financière du Quinzième Siècle S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 70.200.

Les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la société, en date du 22 décembre 2011 à 11.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration.
2. Présentation des rapports du Commissaire aux Comptes.
3. Présentation et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2010.
4. Affectation du résultat.
5. Décision conformément à l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 sur la dissolution éventuelle de la société.
6. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
7. Elections statutaires.
8. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011164156/20.

Glemine S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 72.826.

Les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la société, en date du 22 décembre 2011 à 11.30 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration.
2. Présentation des rapports du Commissaire aux Comptes.
3. Présentation et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2010.

4. Affectation du résultat.
5. Décision conformément à l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 sur la dissolution éventuelle de la société.
6. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
7. Elections statutaires.
8. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011164157/20.

Bake Holdco 1 SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 150.021.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 28 décembre 2011 à 14.00 heures au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Agenda:

- Update on the enforcement of the pledge at the level of Bake Holdco 4,
- Cash-Flow situation,
- Necessity to raise credit,
- Consequences of the cash shortfall on the Luxembourg bankruptcy test,
- Miscellaneous.

Référence de publication: 2011165019/581/16.

Allianz Global Investors Opportunities, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 144.896.

Notice is hereby given that the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders of Allianz Global Investors Opportunities ("the Company") will be held at notary Martine Schaeffer's office at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, at 2.30 p.m. CET on 27 December 2011 for the purpose of considering and voting upon the following matters:

Agenda:

1. Amendment of Article 18 - Investment Policies and Restrictions

a) The current Article 18 no. 3 f), in derogation of the risk diversification limits set down in Article 18 no. 3 a) to d), grants power to the Board of Directors to decide that in accordance with the principle of risk diversification, up to 100% of a subfund's assets may be invested in securities and money-market instruments of different issues being offered or guaranteed by the European Union, the European Central Bank, a member state of the EU or its central, regional or local authorities, by a member state of the OECD, or by international organisations under public law to which one or more member states of the EU belong, provided that such securities and money-market instruments have been offered within the framework of at least six different issues, with the securities and money-market instruments of one and the same issue not to exceed 30% of the subfund's net assets.

In order to facilitate a broader spectrum of investment opportunities, this provision shall be extended to third countries or its central banks, provided the relevant country is admitted by the Luxembourgian supervisory authority and explicitly mentioned in the sales prospectus in the section describing the subfund this derogation shall apply for. The amended provision would basically allow a subfund, for example, to invest 100% of its assets in bonds issued by the People's Republic of China what is not permitted under the current version of Article 18 no. 3 f). Hence with effect from 10 February 2012, Article 18 no. 3 f) of the Articles of Incorporation shall be amended as follows:

In derogation of the limits listed under no. 3 a) to d), the Board of Directors may decide that in accordance with the principle of risk diversification, up to 100% of a subfund's assets may be invested in securities and money-market instruments of different issues being offered or guaranteed by the European Union, the European Central Bank, a member state of the EU or its central, regional or local authorities, by a third country or its central bank, central, regional or local authorities, provided it is admitted by the Luxembourgian supervisory authority and explicitly mentioned in the sales prospectus of the Company for the subfund in question, or by international organisations under public law to which one or more member states of the EU belong.

b) Subfund in Subfund-Investments

Under certain restrictions the new Luxembourgish law of 17 December 2010 allows for investments of a subfund into another subfund of the same umbrella fund, meaning that a subfund of the Company may invest in another subfund of the Company. In order to be able to make use of this possibility, the Articles of Incorporation as well as the sales prospectus have to mention this possibility as well as the restrictions and conditions to be respected in this regard.

This subfund in subfund-investment offers new investment possibilities for the subfund manager for the benefit of the shareholders. Hence, each subfund can benefit from the experience and possibilities that are offered by other subfunds of the Company. Consequently, a broader investment diversification amongst others in niche markets and markets that are difficult to access will be possible for all subfunds without operative and cost intensive efforts as well as the replication of investment strategies that are, up to now, only applied in other subfunds of the Company. With effect from 10 February 2012, amendment to Article 18 No. 1. b) of the Articles of Incorporation by addition of a final paragraph shall read as follows:

A subfund may also invest in shares issued by another subfund of the Company (the "Target Subfund") provided that:

- the Target Subfund does not invest in the subfund invested in the Target Subfund; and
- no more than 10% of the assets of the Target Subfund may, pursuant to its investment policy, be invested in aggregate in shares of other subfunds of the Company; and
- voting rights, if any, attaching to the relevant shares are suspended for as long as they are held by the subfund invested in the Target Subfund and without prejudice to the appropriate processing in the accounts and the periodic reports; and
- there are no duplication management fees, sales charges or redemption fees between those at the level of the subfund invested in the Target Subfund and those at the level of the Target Subfund.

2. Editorial Amendments and clarifications

Further amendments aim to clarify certain provisions without any impact regarding to the content of the respective provision and to implement editorial changes due to the new Luxembourgish law of 17 December 2010.

These amendments are in detail:

a) With effect from 10 February 2012, all references in the Articles of Incorporation of the Company dated 12 February 2009 (the "Articles of Incorporation") to the Law of 20 December 2002 on Undertakings for Collective Investment (the "Law of 20 December 2002") and the Directive 85/611/EEC as well as references to specific articles of the Law of 20 December 2002 shall be replaced by the respective references to the new Law of 17 December 2010 on Undertakings for Collective Investment (the "Law of 17 December 2010") and the Directive 2009/65/EC (the "UCITS IV Directive").

b) With effect from 10 February 2012, Article 4 of the Articles of Incorporation of the Company, relating to its corporate object, shall be amended in order to refer to the Law of 17 December 2010 to read as follows:

The exclusive purpose of the Company is to invest the assets of the Company in transferable securities and other assets permitted by law in accordance with the principle of risk diversification and with the objective of paying out to shareholders the profits resulting from the management of the assets of the Company, either through distributions or through accumulation of income in the Fund.

The Company may take any measures and execute any transactions that it considers expedient with regard to the fulfilment and implementation of the object of the Company to the full extent permitted by the Law of 17 December 2010 on Undertakings for Collective Investment as well as subsequent amendments and laws in relation thereto.

c) With effect from 10 February 2012, amendment of Article 5, 22 and 24 of the Articles of Incorporation to publish certain notices to holders of bearer shares regarding the extension of the duration of a subfund, agenda of general meetings and liquidation or merger of subfunds/share classes by electronic media as determined in the sales prospectus.

d) With effect from 10 February 2012, amendment to number II. of Article 11 of the Articles of Incorporation by addition of a final paragraph to read as follows:

Under the condition that the Management Company releases the Company from any or all of the above enumerated liabilities, the Board of Directors may decide to pay to the Management Company a flat-rate fee on a monthly basis the amount of which relating to the different share classes of the respective subfund is calculated on the basis of the net asset value of the respective share class determined on a daily basis.

e) With effect from 10 February 2012, amendment to the first paragraph of letter b) of number 1. of Article 18 of the Articles of Incorporation to read as follows:

b) Units of Undertakings for Collective Investment in Securities ("UCITS") in accordance with Directive 2009/65/EC or other Undertakings for Collective Investment ("UCI") with registered offices in a member state of the European Union or a third country, if ...

f) With effect from 10 February 2012, amendment of the second paragraph of Article 22 of the Articles of Incorporation due to the current applicable laws and regulations in Luxembourg to read as follows:

The general meeting of shareholders meets when called by the Board of Directors. It may also be called upon the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

g) With effect from 10 February 2012, all paragraphs of Article 24 shall be numbered consecutively.

h) With effect from 10 February 2012, amendment of the second paragraph of Article 24 of the Articles of Incorporation to read as follows:

(2) Notwithstanding the powers conferred upon the Board of Directors in paragraph 1 of this Article, the general meeting of shareholders of one or all share classes issued in a subfund may decide, acting on a proposal of the Board of Directors, to redeem all shares of the corresponding share class and pay out to the investors the net asset value of the shares on the valuation day on which such decision enters into force (while taking into account the actual prices achieved and the necessary costs of disposal of the assets). At this general meeting, there is no minimum number of shareholders necessary to form a quorum. The decision is reached with a simple majority of the shares present or represented at this meeting.

The text of the proposed amendments to the Articles of Incorporation are accessible or available free of charge for the Shareholders at the registered office of the Company.

Voting:

Resolutions on the Agenda may be passed by at least two thirds of the votes cast thereon at the Meeting whereby to have a quorum at least one half of the capital must be represented.

Should the quorum not be met at this Meeting, a second extraordinary general meeting will be reconvened, which may pass resolutions on the same Agenda without a quorum by at least two thirds of the votes cast thereon at that Meeting.

Voting Arrangements:

Authorized to attend and vote at the meeting are shareholders who are able to provide a confirmation from their depository bank or institution showing the number of shares held by the Shareholder, including a confirmation that their shares are blocked until the day following the Shareholder's Meeting date to the Transfer Agent RBC Dexia Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Esch-sur-Alzette, Luxembourg to arrive by close of business in Luxembourg, on 21 December 2011.

Any shareholders entitled to attend and vote at the meeting shall be entitled to appoint a proxy to vote on his/her behalf. The proxy form, in order to be valid, must be duly completed and signed under the hand of the appointer or his/her attorney or if the appointer is a corporation, under its common seal or under the hand of a duly authorised officer, and sent to the Transfer Agent RBC Dexia Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Esch-sur-Alzette, Luxembourg, to arrive by close of business in Luxembourg on 21 December 2011.

Proxy forms for use by registered shareholders can be obtained from the Transfer Agent RBC Dexia Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Esch-sur-Alzette, Luxembourg. A person appointed a proxy need not be a shareholder of the Company. The appointment of a proxy will not preclude a shareholder from attending the meeting.

Senningerberg, December 2011.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2011166463/755/130.

DJE Lux Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 131.326.

Die Aktionäre der DJE LUX SICAV werden hiermit zu einer

2. AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 22. Dezember 2011 um 11.30 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Änderung und Aktualisierung des Artikels 4 der Satzung per 31. Dezember 2011

Aufgrund des CSSF Rundschreibens 11/512 zum Risikomanagement wurde der Artikel 4 der Satzung angepasst und präzisiert. Des Weiteren wurden Änderungen und Aktualisierungen vorgenommen. Ein Entwurf der neuen Satzung ist bei der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte, die auf der Tagesordnung der ersten Außerordentlichen Generalversammlung vom 17. November 2011 standen, verlangten ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals, das nicht erreicht wurde. Insofern ist die Einberufung einer zweiten Außerordentlichen Generalversammlung erforderlich.

Die Punkte der Tagesordnung der zweiten Außerordentlichen Generalversammlung verlangen kein Anwesenheitsquorum. Die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien getroffen.

Um an dieser zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen zu können müssen Aktionäre, von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien, ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der

Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tage der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der 2. Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten sich bis spätestens 16. Dezember 2011 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der DJE LUX SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) unter Telefon 00352/44903-4025, Fax 00352/44903-4009 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2011156929/755/30.

Carren Gere S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 107.459.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 22 décembre 2011 à 15.00 heures dans les bureaux de l'Etude du Notaire Paul Decker, 3, rue Nicolas Welter, L-2740 Luxembourg.

Ordre du jour:

1. Suppression des actions existantes;
2. Décision de créer trente-six mille (36.000) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale;
3. Attribution des actions émises aux actionnaires actuels au prorata de leur participation dans le capital social et modification subséquente de l'article 5 alinéa premier des statuts;
4. Insertion d'un nouvel article 6 relatif à la mise sous séquestre des actions revêtant la forme au porteur ou représentées, en tout ou en partie, par des certificats et renumérotation subséquente des statuts;
5. Insertion d'un nouvel article 7 portant clause d'agrément et de préemption afférente aux actions et à leur cessibilité et renumérotation subséquente des statuts;
6. Insertion d'un nouvel article 16 relatif au droit de vote attaché à une action détenue en indivision et renumérotation subséquente des statuts;
7. Insertion d'un nouvel article 19 relatif aux prérogatives patrimoniales attachées à une action faisant l'objet d'un démembrement de propriété et renumérotation subséquente des statuts;
8. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011165020/322/25.

Ametos SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Luxembourg, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 160.526.

Die Aktionäre der Ametos SICAV werden hiermit zu einer

2. AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 22. Dezember 2011 um 10.45 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Änderung und Aktualisierung der Satzung per 31. Dezember 2011
Aufgrund der Umsetzung der Richtlinie 2009/65/EG wird die Satzung an das Gesetz vom 17. Dezember 2010 angepasst.
Des Weiteren werden in der Satzung Änderungen und Aktualisierungen vorgenommen.
Ein Entwurf der neuen Satzung ist bei der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte, die auf der Tagesordnung der ersten Außerordentlichen Generalversammlung vom 17. November 2011 standen, verlangten ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals, das nicht erreicht wurde. Insofern ist die Einberufung einer zweiten Außerordentlichen Generalversammlung erforderlich.

Die Punkte der Tagesordnung der zweiten Außerordentlichen Generalversammlung verlangen kein Anwesenheitsquorum. Die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst.

Um an dieser zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen zu können müssen Aktionäre, von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien, ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der

Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tage der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der 2. Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten sich bis spätestens 17. Dezember 2011 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der Ametos SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) unter Telefon 00352/44903-4025, Fax 00352/44903-4009 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2011156933/755/31.

KBC Bonds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 39.062.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont invités par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

de notre société qui aura lieu le *14 décembre 2011* à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes annuels au 30 septembre 2011 et de l'affectation des résultats
3. Décharge à donner aux administrateurs
4. Décharge à donner aux dirigeants de la société de gestion
5. Nominations statutaires
6. Divers

Les décisions concernant tous les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum. Elles seront prises à la simple majorité des voix exprimées à l'Assemblée. Chaque action donne droit à un vote. Tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée. Des procurations sont disponibles au siège de la Sicav.

Chaque actionnaire qui souhaite être présent ou se faire représenter à cette Assemblée doit déposer ses actions au plus tard 2 jours ouvrables avant l'Assemblée aux guichets des institutions suivantes:

Au Luxembourg:

KBL European Private Bankers S.A., 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg

En Belgique:

KBC Bank NV, 2, avenue du Port, B-1080 Bruxelles

CBC Banque S.A., 5, Grand'Place, B-1000 Bruxelles

Centea NV, 180, Mechelsesteenweg, B-2018 Anvers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011161303/755/28.

Baumann and Partners Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 142.296.

Die Aktionäre der Baumann and Partners Sicav werden hiermit zu einer

2. AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am *22. Dezember 2011* um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Änderung und Aktualisierung der Satzung per 31. Dezember 2011
Anpassung der Satzung an das Gesetz vom 17. Dezember 2010
Des Weiteren werden in der Satzung Änderungen und Aktualisierungen vorgenommen.
Ein Entwurf der neuen Satzung ist bei der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte, die auf der Tagesordnung der ersten Außerordentlichen Generalversammlung vom 17. November 2011 standen, verlangten ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals, das nicht erreicht wurde. Insofern ist die Einberufung einer zweiten Außerordentlichen Generalversammlung erforderlich.

Die Punkte der Tagesordnung der zweiten Außerordentlichen Generalversammlung verlangen kein Anwesenheitsquorum. Die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien getroffen.

Um an dieser zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen zu können müssen Aktionäre, von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien, ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tage der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der 2. Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten werden gebeten, sich bis spätestens 17. Dezember 2011 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der Baumann and Partners Sicav (DZ PRIVATBANK S.A.) unter Telefon: 00352/44903 - 4025, Fax: 00352/44903 - 4009 oder E-Mail: directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Luxembourg, im November 2011.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2011156936/755/30.

BZ Equity Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.
R.C.S. Luxembourg B 157.402.

Die Aktionäre des BZ Equity Fund werden hiermit zu einer

ZWEITEN AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 22. Dezember 2011 um 11.15 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Änderung und Aktualisierung der Satzung per 31. Dezember 2011

Aufgrund der Umsetzung der Richtlinie 2009/65/EG wird die Satzung an das Gesetz vom 17. Dezember 2010 angepasst. Des Weiteren wurden in der Satzung Änderungen und Aktualisierungen vorgenommen. Ein Entwurf der neuen Satzung ist bei der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte, die auf der Tagesordnung der ersten Außerordentlichen Generalversammlung vom 17. November 2011 standen, verlangten ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des Gesellschaftskapitals, das nicht erreicht wurde. Insofern ist die Einberufung einer zweiten Außerordentlichen Generalversammlung erforderlich.

Die Punkte der Tagesordnung der zweiten Außerordentlichen Generalversammlung verlangen kein Anwesenheitsquorum. Die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien getroffen.

Um an dieser zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen zu können müssen Aktionäre, von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien, ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tage der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der zweiten Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten sich bis spätestens 16. Dezember 2011 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle des BZ Equity Fund (DZ PRIVATBANK S.A.) unter Telefon 00352/44903-4025, Fax 00352/44903-4009 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2011156937/755/30.

Sogeho International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 69.904.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui aura lieu le 15 décembre 2011 à 10 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration sur les Comptes annuels au 31 décembre 2009 et 31 décembre 2010.
2. Rapports du Réviseurs d'entreprises sur les Comptes annuels au 31 décembre 2009 et 31 décembre 2010.

3. Approbation des Comptes consolidés au 31 décembre 2009 et au 31 décembre 2010 et affectation des résultats.
4. Décharge aux Administrateurs et au Réviseur d'entreprises.
5. Elections statutaires.
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011158728/17.

Capital Italia, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Zone d'Activités Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 8.458.

You are invited to attend an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders ("EGM") of Capital Italia which will be held on *21 December 2011* at 2.30 pm CET at 31 Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange with the agenda below.

A first EGM was held on 18 November 2011 at the same address. The quorum requirements for voting the items of the agenda (i.e. at least half of the Corporation's shares) were not reached and therefore, a second EGM is called in accordance with the Luxembourg company law with the same agenda. Proxies received for the first EGM will remain valid for the second EGM.

The purpose of the EGM is to approve the conversion to UCITS IV of the articles of incorporation (the "Articles"). The restated Articles can be requested by fax to +352 45 14 14 439 marked for the attention of Ms. Carole BENINGER or Mr. Olivier LANSAC, or by mail to the following address: 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange. In addition, we are taking the opportunity to streamline the wording of the Articles. Please note also that from 21 December 2011, the Articles will only be available in the English and Italian languages. The revised Articles will come into force simultaneously with a new version of the prospectus implementing, among others, changes required by the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, implementing UCITS IV in Luxembourg.

EGM Agenda:

1. Approval of the amended articles of incorporation.
2. Decision that the restated articles of incorporation will solely be available in English and will not be followed by a French translation.
3. Decision that the effective date of the changes is 21 December 2011.

Attendance

* Proxy form: If you cannot be present in person and wish to be represented at the EGM, you are entitled to appoint a Proxy holder to vote for you. A Proxy holder need not be a Shareholder of Capital Italia. The proxy form will remain in force if the EGM, for any reason, is postponed. For registered shareholders, the Proxy form can be requested by fax to +352 45 14 14 439 marked for the attention of Ms. Carole BENINGER or Mr. Olivier LANSAC, or by mail to the following address: 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange. You can return the Proxy form by fax to +352 45 14 14 439 marked for the attention of Ms. Carole BENINGER or Mr. Olivier LANSAC, or by mail to the following address: 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange. To be valid, the proxy form must be completed and received at the registered office of Capital Italia prior to 5.00pm CET on 19 December 2011.

* Shareholders wishing to attend the EGM shall notify Capital Italia of their intent to do so at least by 5.00pm CET on 19 December 2011.

* Blocking Certificate: Holders of bearer shares, for which a physical certificate has been issued, will be admitted to take part and vote at the EGM by providing a blocking certificate. This document (to be sent with the proxy form if you intend to be represented) shall be issued by the bank, the professional securities' depositary or the financial institution where the physical share certificate is on deposit. It must indicate the number mentioned on the share certificate and confirm that the share certificate itself is kept in a vault until midnight of the EGM date.

Please note that the resolutions on the above-mentioned agenda will require no quorum and can be passed by at least two-thirds of the votes of shareholders present or represented.

For further information with regards to Capital Italia, such as insights into the fund's history, our investment managers and/or fund literature, please visit our website for Capital Italia, www.capital-italia.it.

On behalf of the Board of Directors of Capital Italia.

Référence de publication: 2011157257/47.

Bleu Renard S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.
R.C.S. Luxembourg B 161.650.

In the year two thousand and eleven.

On the eighteenth of October.

Before us the undersigned notary Henri BECK, residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of the company BLEU RENARD S.A., having its registered office at L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 161.650 (NIN 2011 2213 520),

incorporated by deed of the undersigned notary on the 22nd of June 2011, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 2055 of September 5, 2011,

having a corporate capital of ONE HUNDRED THOUSAND EURO (€ 100.000.-), represented by one hundred (100) shares with a par value of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each.

The meeting is presided by Mr. H.H.J. (Rob) KEMMERLING, director, residing professionally at L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare,

who appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Ms. Catherine BORTOLOTTA, private employee, residing professionally at L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

The board having thus been formed the chairman states and asks the notary to enact:

That the shareholders present or represented as well as the number of shares held by them are indicated on an attendance list, which after having been signed by the shareholders or their proxyholders, shall remain annexed to this document and shall be filed at the same time with the registration authorities.

It results from the said attendance list that all the issued shares are present or represented, so that the present meeting can take place without prior convening notices.

That the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate upon the points of the agenda, which reads as follows:

Agenda

1.- Cancellation of the authorized capital.

2.- Creation of a new class of shares of the Company by conversion of the existing one hundred (100) shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each of the Company into one hundred (100) Class A Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each, and allocation of these new shares to the current shareholders of the Company in replacement of the existing shares, in proportion of one (1) Class A Share for one (1) existing share.

3.- Creation of ten other new classes of shares of the Company (Classes B, C, D, E, F, G, H, I, J, K).

4.- a) Increase of the corporate capital by the amount of TWO MILLION NINE HUNDRED THOUSAND EURO (€ 2.900.000.-) so as to raise it from its present amount of ONE HUNDRED THOUSAND EURO (€ 100.000.-) to the amount of THREE MILLION EURO (€ 3.000.000.-) by the issue of:

- two hundred ninety (290) Class B Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
 - two hundred ninety (290) Class C Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
 - two hundred ninety (290) Class D Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
 - two hundred ninety (290) Class E Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
 - two hundred ninety (290) Class F Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
 - two hundred ninety (290) Class G Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
 - two hundred ninety (290) Class H Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
 - two hundred ninety (290) Class I Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
 - two hundred ninety (290) Class J Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
 - two hundred ninety (290) Class K Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- all vested with the same rights and obligations as the existing shares.

b) Subscription of the two thousand nine hundred (2.900) new shares by the existing shareholders in proportion to their participation in the corporate capital and paying up of the new shares by a payment in cash of the amount of TWO MILLION NINE HUNDRED THOUSAND EURO (€ 2.900.000.-).

5.- Amendment of article 5 of the articles of incorporation to give it the following reading:

Art. 5. Share capital. The corporate capital is set at THREE MILLION EURO (€ 3.000.000.-), divided into:

- one hundred (100) Class A Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class B Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;

- two hundred ninety (290) Class C Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class D Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class E Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class F Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class G Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class H Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class I Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class J Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class K Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;

The shares are in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The shares may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

After deliberation, the following resolutions were taken by unanimous vote.

First resolution

The meeting decides to cancel the authorized capital.

Second resolution

The meeting decides to create a new class of shares of the Company by conversion of the existing one hundred (100) shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each of the Company into one hundred (100) Class A Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each, and to allocate these new shares to the current shareholders of the Company in replacement of the existing shares, in proportion of one (1) Class A Share for one (1) existing share.

Third resolution

The meeting decides to create ten other new classes of shares of the Company (Classes B, C, D, E, F, G, H, I, J, K).

Fourth resolution

a) The meeting decides to increase the corporate capital by the amount of TWO MILLION NINE HUNDRED THOUSAND EURO (€ 2.900.000.-) so as to raise it from its present amount of ONE HUNDRED THOUSAND EURO (€ 100.000.-) to the amount of THREE MILLION EURO (€ 3.000.000.-) by the issue of:

- two hundred ninety (290) Class B Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class C Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class D Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class E Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class F Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class G Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class H Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class I Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class J Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class K Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;

all vested with the same rights and obligations as the existing shares.

b) All the two thousand nine hundred (2.900) new shares have been subscribed and paid in by the existing shareholders in proportion to their participation in the corporate capital, by a payment in cash of the amount of TWO MILLION NINE HUNDRED THOUSAND EURO (€ 2.900.000.-).

The amount of TWO MILLION NINE HUNDRED THOUSAND EURO (€ 2.900.000.-) is forthwith at the free disposal of the public limited company BLEU RENARD S.A. as has been proved to the notary by a bank certificate, who states it expressly.

Fifth resolution

The meeting decides to amend article 5 of the articles of incorporation to give it the following reading:

Art. 5. Share capital. The corporate capital is set at THREE MILLION EURO (€ 3.000.000.-), divided into:

- one hundred (100) Class A Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class B Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class C Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class D Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class E Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;

- two hundred ninety (290) Class F Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class G Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class H Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class I Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class J Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class K Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;

The shares are in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The shares may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French texts, the French version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille onze.

Le dix-huit octobre.

Pardevant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société BLEU RENARD S.A., ayant son siège social à L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 161.650 (NIN 2011 2213 520),

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 22 juin 2011, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 2055 du 5 septembre 2011,

ayant un capital social de CENT MILLE EUROS (€ 100.000.-), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune.

L'assemblée est présidée par Monsieur H.H.J. (Rob) KEMMERLING, directeur, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare,

qui désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Catherine BORTOLOTTI, employée privée, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires présents et les mandataires de ceux représentés, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Il résulte de ladite liste de présence que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour, qui est conçu comme suit:

Ordre du jour

1.- Suppression du capital autorisé.

2.- Création d'une nouvelle Classe d'actions de la Société par conversion des cent (100) actions existantes de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune de la Société en cent (100) actions de classe A de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune, et allocation de ces nouvelles actions aux actionnaires actuels de la Société en remplacement des actions existantes dans la proportion d'une (1) action de classe A pour une (1) action existante.

3.- Création de dix autres nouvelles classes d'actions de la Société (classes B, C, D, E, F, G, H, I, J, K).

4.- a) Augmentation du capital social d'un montant de DEUX MILLIONS NEUF CENT MILLE EUROS (€ 2.900.000.-) pour le porter de son montant actuel de CENT MILLE EUROS (€ 100.000.-) au montant de TROIS MILLIONS D'EUROS (€ 3.000.000.-) par la création de:

- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe B de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe C de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe D de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe E de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;

- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe F de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
 - deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe G de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
 - deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe H de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
 - deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe I de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
 - deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe J de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
 - deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe K de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- toutes jouissant des mêmes droits et obligations que les actions existantes.

b) Souscription des deux mille neuf cents (2.900) actions par les actionnaires existants au prorata de leur participation dans le capital social et libération des nouvelles actions par un versement en numéraire du montant de DEUX MILLIONS NEUF CENT MILLE EUROS (€ 2.900.000.-).

5.- Modification de l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 5. Capital Social.

Le capital social est fixé à TROIS MILLIONS D'EUROS (€ 3.000.000.-), divisé en:

- cent (100) actions de classe A de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe B de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe C de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe D de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe E de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe F de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe G de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe H de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe I de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe J de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe K de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière, après délibération, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de supprimer le capital autorisé.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de créer une nouvelle Classe d'actions de la Société par conversion des cent (100) actions existantes de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune de la Société en cent (100) actions de classe A de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune, et d'allouer ces nouvelles actions aux actionnaires actuels de la Société en remplacement des actions existantes dans la proportion d'une (1) action de classe A pour une (1) action existante.

Troisième résolution

L'assemblée décide de créer dix autres nouvelles classes d'actions de la Société (classes B, C, D, E, F, G, H, I, J, K).

Quatrième résolution

a) L'assemblée décide d'augmenter le capital social d'un montant de DEUX MILLIONS NEUF CENT MILLE EUROS (€ 2.900.000.-) pour le porter de son montant actuel de CENT MILLE EUROS (€ 100.000.-) au montant de TROIS MILLIONS D'EUROS (€ 3.000.000.-) par la création de:

- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe B de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe C de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe D de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe E de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe F de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe G de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe H de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe I de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe J de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe K de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;

toutes jouissant des mêmes droits et obligations que les actions existantes.

b) Les deux mille neuf cents (2.900) actions ont été souscrites et libérées par les actionnaires existants au prorata de leur participation dans le capital social par un versement en numéraire du montant de DEUX MILLIONS NEUF CENT MILLE EUROS (€ 2.900.000.-).

La somme de DEUX MILLIONS NEUF CENT MILLE EUROS (€ 2.900.000.-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société anonyme BLEU RENARD S.A., ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 5. Capital Social. Le capital social est fixé à TROIS MILLIONS D'EUROS (€ 3.000.000.-), divisé en:

- cent (100) actions de classe A de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe B de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe C de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe D de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe E de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe F de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe G de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe H de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe I de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe J de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe K de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version française fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: H.H.J. (Rob) KEMMERLING, C. BORTOLOTTTO, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 19 octobre 2011. Relation: ECH/2011/1786. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 28 novembre 2011.

Référence de publication: 2011161522/250.

(110188477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 novembre 2011.

Bleu Renard S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 161.650.

RECTIFICATIF

de l'acte du 18 octobre 2011

numéro L110188477, déposé le 28/11/2011

In the year two thousand and eleven, on the twenty-ninth of November.

Before us the undersigned notary Henri BECK, residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of the company BLEU RENARD S.A., having its registered office at L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 161.650 (NIN 2011 2213 520),

incorporated by deed of the undersigned notary on the 22nd of June 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2055 of September 5, 2011, and which articles of incorporation have been amended by

deed of the undersigned notary on the 18th of October 2001, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting is presided by Mr. H.H.J. (Rob) KEMMERLING, director, residing professionally at L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare,

who appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Ms. Catherine BORTOLOTTA, private employee, residing professionally at L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

The board having thus been formed the chairman states and asks the notary to enact:

That the shareholders present or represented as well as the number of shares held by them are indicated on an attendance list, which after having been signed by the shareholders or their proxyholders, shall remain annexed to this document and shall be filed at the same time with the registration authorities.

It results from the said attendance list that all the issued shares are present or represented, so that the present meeting can take place without prior convening notices.

That the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate upon the points of the agenda, which reads as follows:

Agenda:

Statement by the meeting that at the time of the writing of the deed of the capital increase by the undersigned notary on the 18th of October 2011, it has been missed to specify that the new shares are redeemable shares. Subsequent amendment of article 5 of the articles of incorporation.

Unique resolution

The meeting states that at the time of the writing of the deed of the capital increase by the undersigned notary on the 18th of October 2011, it has been missed to specify that the new shares are redeemable shares.

Therefore article 5 of the articles of incorporation has to be amended as follows:

“Art. 5. Share capital. The corporate capital is set at THREE MILLION EURO (€ 3.000.000.-), divided into:

- one hundred (100) Class A redeemable Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class B Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class C Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class D Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class E Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class F Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class G Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class H Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class I Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class J Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each;
- two hundred ninety (290) Class K Shares of ONE THOUSAND EURO (€ 1.000.-) each.

The shares are in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The shares may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

The redemption of shares of class B, C, D, E, F, G, H, I, J and K shall be possible upon unanimous resolution of the annual general shareholders' meeting, provided that only one class of shares may be redeemed by the general meeting during a specific financial or calendar year. As a consequence of such redemption of a specific share class Article 5 shall be amended accordingly.

The redemption price of share class shall be set as follows:

The holders of the redeemed shares shall be entitled to ninety-nine per cent (99%) of the profit carried forward, distributable retained earnings determined on the basis of the last financial statements of the company for the financial year that has ended prior to the date the decision to liquidate this share class is taken; plus the paid in share capital of the redeemed shares.”

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French texts, the French version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt-neuf novembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société BLEU RENARD S.A., ayant son siège social à L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 161.650 (NIN 2011 2213 520),

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 22 juin 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2055 du 5 septembre 2011, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 18 octobre 2011, non encore publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée est présidée par Monsieur H.H.J. (Rob) KEMMERLING, directeur, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare,

qui désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Catherine BORTOLOTTI, employée privée, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

Les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée et le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, laquelle, signée par les actionnaires présents et les mandataires de ceux représentés, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Il résulte de ladite liste de présence que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour, qui est conçu comme suit:

Ordre du jour:

Constatation par l'assemblée générale que lors de l'acte d'augmentation de capital reçu par le notaire instrumentant en date du 18 octobre 2011, il avait été oublié de préciser que les actions nouvellement émises sont des actions rachetables. Modification subséquente de l'article 5 des statuts.

Résolution unique

L'assemblée générale constate que lors de l'acte d'augmentation de capital reçu par le notaire instrumentant en date du 18 octobre 2011, il avait été oublié de préciser que les actions nouvellement émises sont des actions rachetables.

Il y a par conséquent lieu de modifier l'article 5 des statuts comme suit:

«Art. 5. Capital Social. Le capital social est fixé à TROIS MILLIONS D'EUROS (€ 3.000.000.-), divisé en:

- cent (100) actions rachetables de classe A de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe B de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe C de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe D de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe E de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe F de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe G de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe H de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe I de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe J de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune;
- deux cent quatre-vingt-dix (290) actions de classe K de MILLE EUROS (€ 1.000.-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Le rachat des actions de classe B, C, D, E, F, G, H, I, J et K est possible et doit être décidé par une décision de l'Assemblée Générale des actionnaires prise à l'unanimité, laquelle ne peut décider du rachat que d'une classe d'action par année d'exercice ou civile. En conséquence du rachat d'une classe d'action spécifique les dispositions de l'article 5 devront être modifiées en conséquence.

Le prix du rachat des classes d'action est fixé comme suit:

Les propriétaires des actions rachetées se verront attribuer quatre-vingt-dix-neuf pour cent (99%) des résultats reportés distribuables, tels qu'arrêtés par les comptes annuels de la société relatifs à l'exercice antérieur à celui au cours

duquel la décision du rachat des actions est prise ainsi que le montant du capital versé pour souscrire et libérer les actions rachetées.»

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version française fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: H.H.J. (Rob) KEMMERLING, C. BORTOLOTTI, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 30 novembre 2011. Relation: ECH/2011/2071. Reçu douze euros (12,00 €).

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 30 novembre 2011.

Référence de publication: 2011165206/136.

(110191459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2011.

Micro Location System International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 43.231.

Nous avons l'honneur de vous informer que vous êtes convoquée, le *14 décembre 2011*, à dix heures, au siège social, pour une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Démission du commissaire à la liquidation
- Nomination d'un nouveau commissaire à la liquidation
- Questions diverses

Le Liquidateur.

Référence de publication: 2011160047/15.

Achelia Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 26.057.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi *16 décembre 2011* à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes,
- Fixation d'un tantième alloué à Monsieur Jozef Vreys.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011160716/755/19.

Elite World, Société Anonyme.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 73.844.

The shareholders are convened hereby to attend the

ORDINARY SHAREHOLDERS' MEETING

to be held extraordinarily at Luxembourg, on *December 15, 2011* at 10.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Removal of Mr. Andrei. A KRAPOTKIN as director and discharge.
2. Decrease of the number of directors from 7 (seven) to 6 (six).
3. Sundry.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2011160718/29/14.

Paro S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 45.366.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra extraordinairement le jeudi *15 décembre 2011* à 10.00 hrs au siège social de la société à L - 9053 Ettelbruck, 45, Avenue J.F. Kennedy, avec

Ordre du jour:

1. Présentation et discussion des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 31.12.2010;
2. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31.12.2010;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société;
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011160720/561/18.

Build Group Co. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 122.985.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi *15 décembre 2011* à 09.00 au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011161299/755/18.

Otto Beisheim Finance, SICAF-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 149.468.

Im Jahre zweitausend und elf, am zweiundzwanzigsten Tag des Monats November.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean-Joseph Wagner, mit Amtssitz in Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg),

ist erschienen:

die Gesellschaft „Otto Beisheim Holding GmbH“, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet und bestehend unter den Gesetzen der Schweiz, mit Gesellschaftssitz in CH-6340 Baar, Neuhofstrasse, 4, Schweiz,

die von Josiane Schroeder, Rechtsanwältin, berufsansässig in Luxemburg, kraft der privatschriftlich erteilten Vollmacht vertreten wird, die als „ne varietur“ von dem Erschienenen und dem Notar paraphiert, der vorliegenden Urkunde beigefügt und gleichzeitig bei den Einregistrierungsbehörden eingereicht wird.

Die Aktionärin bittet den Notar zu dokumentieren, dass sie die einzige Aktionärin der „OTTO BEISHEIM FINANCE SICAF-SIF“ einer Investmentgesellschaft mit unveränderlichem Kapital mit Gesellschaftssitz in 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, welche am 25. November 2009 vor dem unterzeichneten Notar gegründet wurde, ist, deren Gründungsakte am 7. Dezember 2009 im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2379 veröffentlicht wurde und die im Handelsregister unter Nummer B 149.468 eingetragen ist.

Die Aktionärin, wie obenerwähnt vertreten erklärt, dass sie über die auf Basis folgender Tagesordnung zu nehmenden Beschlüsse vollständig informiert ist und auf jegliche Einberufungsformalitäten verzichtet hat:

Tagesordnung:

1. Erhöhung des Gesellschaftskapitals um einen Betrag von mindestens hundertfünfzig Millionen Euro (EUR 150.000.000,-).

2. Ausgabe einer Zahl von Aktien mit den gleichen Rechten und Privilegien wie die bestehenden Aktien und ab Datum der Kapitalerhöhung zu einer Ausschüttung berechtigt, zu einem Nennwert von tausend Euro (EUR 1.000,-) pro Aktie plus Ausgabeprämie, die zusammengerechnet nicht niedriger sind als der am Ausgabetag errechnete Nettoinventarwert.

3. Annahme der Zeichnung obenerwählter Aktien seitens Otto Beisheim Holding GmbH, mit Gesellschaftssitz in CH-6340 Baar, Neuhofstrasse, 4, durch Bareinzahlung.

4. Abänderung von Artikel 5.3. der Statuten um diese Kapitalerhöhung zu reflektieren.

5. Abänderung von Artikel 5.2. der Statuten zu Aufdatierungszwecken.

Und hat den Notar gebeten folgende Beschlüsse zu dokumentieren:

Erster Beschluss

Die Aktionärin BESCHLIESST das Gesellschaftskapital um einen Betrag von einer Million siebenhundertzwölftausend Euro (EUR 1.712.000,-) aufzustocken um dieses von dem bestehenden Betrag von zehn Millionen Euro (EUR 10.000.000) aufgeteilt in zehntausend (10.000) Aktien mit einem Nennwert von tausend Euro (EUR 1.000,-) pro Aktie auf einen Betrag von elf Millionen siebenhundertzwölftausend Euro (EUR 11.712.000,-) zu erhöhen, aufgeteilt in elftausendsiebenhundertzwölf (11.712) Aktien mit einem Nennwert von tausend Euro (EUR 1.000,-) pro Aktie.

Zweiter Beschluss

Die Aktionärin BESCHLIESST eintausendsiebenhundertzwölf (1.712) neue Aktien mit einem Nennwert von je tausend Euro (EUR 1.000,-), auszugeben mit den gleichen Rechten und Privilegien wie die bestehenden Aktien und ab Datum dieses Beschlusses zu einer Ausschüttung berechtigt.

Zeichnung und Einzahlung

Daraufhin erschien Frau Josiane Schroeder, Rechtsanwältin, berufsansässig in Luxemburg, in ihrer Eigenschaft als Bevollmächtigte der „Otto Beisheim Holding GmbH“, mit Gesellschaftssitz in CH-6340 Baar, Neuhofstrasse, 4, Schweiz.

Die erscheinende Person gibt an im Namen und auf Rechnung der „Otto Beisheim Holding GmbH“, vorgenannt, die neuen eintausendsiebenhundertzwölf (1.712) Aktien zu zeichnen mit einem Nennwert von tausend Euro (EUR 1.000,-) pro Aktie zusammen mit einer Ausgabeprämie in Höhe von sechsundachtzigtausendsechshundertsechzig Euro und einunddreißig Cents (EUR 86.660,31) pro Aktie und für diese neuen Aktien hundertfünfzig Millionen vierundsiebzigttausendvierhundertfünfzig Euro und zweiundsiebzig Cents (EUR 150.074.450,72) in bar einzuzahlen.

Der Nachweis dieser gesamten Bareinzahlung in Höhe von hundertfünfzig Millionen vierundsiebzigttausendvierhundertfünfzig Euro und zweiundsiebzig Cents (EUR 150.074.450,72) wurde dem Notar erbracht, der dies ausdrücklich bestätigt.

142917

Dritter Beschluss

Die Aktionärin BESCHLIESST die Zeichnung dieser eintausendsiebenhundertzwölf (1.712) und die volle Bareinzahlung dieser Aktien zu genehmigen.

Vierter Beschluss

Die Aktionärin BESCHLIESST diese Kapitalerhöhung in Artikel 5.3. der Satzung zu reflektieren und ändert diesen Artikel wie folgt ab:

„ **5.3.** Das Kapital der Gesellschaft beträgt elf Millionen siebenhundertzwölftausend Euro (EUR 11.712.000,-) und ist in elf tausendsiebenhundertzwölf (11.712) Aktien mit jeweiligem Nennwert von tausend Euro (EUR 1.000,-) eingeteilt. Die Aktien wurden vollständig eingezahlt. Jede Änderung des Kapitals der Gesellschaft stellt eine Satzungsänderung dar und kann durch Beschluss der Aktionäre unter Einhaltung eines Anwesenheitsquorums von mindestens der Hälfte des Gesellschaftskapitals und einer Mehrheit von mindestens zwei Drittel der abgegebenen Stimmen geändert werden.“

Fünfter Beschluss

Die Aktionärin BESCHLIESST Artikel 5.2 der Satzung folgendermaßen aufzudatieren:

„ **5.2.** Das Mindestkapital der Gesellschaft inklusive Ausgabeprämien beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend (1.250.000,-) Euro und wurde innerhalb von zwölf (12) Monaten nach Zulassung der Gesellschaft als Investmentgesellschaft mit festgeschriebenem Kapital als spezialisierter Investmentfonds gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts erreicht.“

Kosten

Die Kosten, welche der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde anfallen, werden auf zirka sechstausendfünfhundert Euro geschätzt.

Woraufhin vorliegende Urkunde am eingangs erwähnten Datum von dem unterzeichnenden Notar in Luxemburg aufgenommen wurde.

Nachdem das Dokument den dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten, erschienenen Partei(en) vorgelesen worden ist, haben dieselben vorliegende urschriftliche Urkunde, mit dem unterzeichnenden Notar, unterzeichnet.

Gezeichnet: J. SCHROEDER, J.-J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 25. November 2011. Relation: EAC/2011/15789. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75,- EUR).

Der Einnnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2011165550/84.

(110191487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2011.

NBK Holding (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 12.093.

Messrs. shareholders are hereby convened to attend the

STATUTORY GENERAL MEETING

which is going to be held extraordinarily at the address of the registered office, on *14 December 2011* at 10.00 o'clock, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the annual accounts and of the reports of the board of directors and of the statutory auditor.
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at 31 December 2010.
3. Discharge to the directors and to the statutory auditor.
4. Miscellaneous.

The board of directors.

Référence de publication: 2011161300/534/16.

**1798 European Credit Opportunities Fund, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé,
(anc. 1798 European Loan Fund).**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 146.969.

In the year two thousand eleven, on the twenty-eighth of November;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of "1798 European Loan Fund" (the "Company") a Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé established in the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under number B 146969 and having its registered office at 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, dated 19 June 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1380 on 17 July 2009.

The Meeting begins at 11:00 a.m., Mrs. Christelle VAUDÉMONT, private employee, professionally residing in Luxembourg, being in the chair.

The Chairman appoints as secretary of the Meeting Mrs. Laetitia BOEUF, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elects Mrs. Marie BERNOT, private employee, professionally residing in Luxembourg, as scrutineer.

The Chairman then states that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the members of the bureau, the shareholders present and the proxies of the shareholders represented. The said list initialed "ne varietur" by the members of the bureau will be annexed to and be registered with this deed.

II. The Meeting was convened by a notice, containing the agenda, sent to all shareholders by registered mail on 16 November 2011.

III. As appears from the said attendance list, the present Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the items on the agenda.

IV. The agenda of the Meeting is as follows:

1. To resolve upon the change of name of the Company into 1798 EUROPEAN CREDIT OPPORTUNITIES FUND to be effective on 1 December 2011 and to amend article 1 of the articles of incorporation of the Company accordingly.

2. Miscellaneous.

After approval of the statement of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the meeting passes, after deliberation, the following resolution:

Resolution

The Meeting resolves to change of name of the Company into 1798 EUROPEAN CREDIT OPPORTUNITIES FUND to be effective on 1 December 2011 and to amend article 1 of the articles of incorporation of the Company accordingly.

Nothing else being on the agenda and nobody wishing to address the Meeting, the Meeting was closed at 11:30 am.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt-huit novembre;

Par devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'«Assemblée») de «1798 European Loan Fund» (la «Société»), une Société d'Investissement à Capital Variable -Fonds d'Investissement Spécialisé établie au Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 146969 et ayant son siège social au 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 19 juin 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1380 le 17 juillet 2009.

L'Assemblée est ouverte à 11.00 heures sous la présidence de Madame Christelle VAUDÉMONT, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg.

Madame la Présidente désigne comme secrétaire Madame Laetitia BOEUF, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée élit Madame Marie BERNOT, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg, comme scrutatrice.

Madame la Présidente expose ensuite:

I. Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par les membres du bureau, les actionnaires présents et les représentants des actionnaires représentés. Ladite liste signée "ne varietur" par les membres du bureau restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

II. La présente assemblée a été convoquée par des avis, contenant l'ordre du jour, envoyés par lettre recommandée le 16 novembre 2011 à tous les actionnaires de la Société.

III. Qu'il appert de ladite liste de présence que la présente Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points à l'ordre du jour.

IV. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est conçu comme suit:

1. Décider de changer le nom de la Société en 1798 EUROPEAN CREDIT OPPORTUNITIES FUND avec effet au 1^{er} décembre 2011 et de modifier l'article 1 des statuts de la Société en conséquence.

2. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Madame la Présidente et avoir vérifié qu'elle était régulièrement constituée, prend, après délibération, la résolution suivante:

Résolution

L'Assemblée décide de changer le nom de la Société en 1798 EUROPEAN CREDIT OPPORTUNITIES FUND avec effet au 1^{er} décembre 2011 et de modifier l'article 1 des statuts de la Société en conséquence.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 11.30 heures.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. VAUDÉMONT, L. BOEUF, M. BERNOT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 novembre 2011. LAC/2011/52756. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 1^{er} décembre 2011.

Référence de publication: 2011165748/93.

(110191515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2011.

UniGarant: Deutschland (2016) III, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, welches am 16. September 2011 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 5. Oktober 2011.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011140546/10.

(110162712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

UniGarantPlus: Erneuerbare Energien (2018), Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, welches am 21. September 2011 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 5. Oktober 2011.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011140547/10.

(110162715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

UniGarant: Deutschland (2016) III, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement, welches am 16. September 2011 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 5. Oktober 2011.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011141124/10.

(110163519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2011.

Cousimin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 164.930.

—
STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the twenty-ninth day of the month of November.

Before Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

Intertrust (Luxembourg) S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 5.524,

represented by Mrs Miriam Schinner, Rechtsanwältin, with professional address in Luxembourg, pursuant to a proxy under private seal given on 22 November 2011.

The said proxy, initialed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated above, required the officiating notary to draw up the articles of incorporation of a société anonyme under the name of Cousimin S.A. which is hereby established as follows:

Art. 1. Form and name. There is hereby established by the subscriber and all those who may become owners of shares hereafter a company in the form of a société anonyme under the name of Cousimin S.A. (the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), and the present articles of incorporation (the "Articles").

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg ("Luxembourg").

It may be transferred within the municipality of Luxembourg by a resolution of the Board (as defined below) or, in the case of a Sole Director (as defined below) by a decision of the Sole Director. It may be transferred to any other place in Luxembourg by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendment of the Articles, as prescribed in Article 21 below.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Where the Board determines that extraordinary political, economic, social, or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company. Such temporary measures will be taken by the Board and notified to the Shareholder(s) of the Company.

Art. 3. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration.

Art. 4. Corporate objects. The corporate objects of the Company are (i) the acquisition, holding and disposal, in any form, by any means, directly or indirectly, of participations, rights and interests in, and obligations of, Luxembourg and foreign companies or other entities or enterprises, (ii) the acquisition by purchase, subscription or in any other manner

and the transfer by sale, exchange or in any other manner of stock, bonds, debentures, notes and other securities or financial instruments of any kind and contracts thereon or related thereto and (iii) the ownership, administration, development and management of a portfolio (including, among other things, the assets referred to in (i) and (ii) above).

The Company may carry on intragroup or other investing activities and cash management. The Company may carry on any industrial activity and maintain a commercial establishment open to the public.

The Company may borrow in any form and may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt securities.

The Company may grant loans (whether subordinated or unsubordinated) or other forms of financing and lend funds (including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities) to companies or other entities of enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs.

The Company may also give guarantees and grant security (including upstream and cross-stream) in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of any companies or other entities or enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some or all its assets.

In general, the Company may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation or transaction which it considers necessary or useful for the accomplishment and development of its corporate objects.

Art. 5. Share capital. The share capital is set at one hundred and three thousand euro (EUR 103,000) represented by one thousand and thirty shares (1,030) shares (the "Shares") with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, which are divided into:

- three hundred and ten (310) "Ordinary Shares" with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, all subscribed and fully paid up;
- eighty (80) "Class A Shares" with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, all subscribed and fully paid up;
- eighty (80) "Class B Shares" with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, all subscribed and fully paid up;
- eighty (80) "Class C Shares" with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, all subscribed and fully paid up;
- eighty (80) "Class D Shares" with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, all subscribed and fully paid up;
- eighty (80) "Class E Shares" with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, all subscribed and fully paid up;
- eighty (80) "Class F Shares" with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, all subscribed and fully paid up;
- eighty (80) "Class G Shares" with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, all subscribed and fully paid up;
- eighty (80) "Class H Shares" with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, all subscribed and fully paid up;
- eighty (80) "Class I Shares" with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, all subscribed and fully paid up.

The authorised capital is set at ten million euros (EUR 10,000,000) represented by

- ten thousand (10,000) Ordinary Shares of a nominal value of one hundred euros (EUR 100);
- ten thousand (10,000) Class A Shares of a nominal value of one hundred euros (EUR 100);
- ten thousand (10,000) Class B Shares of a nominal value of one hundred euros (EUR 100);
- ten thousand (10,000) Class C Shares of a nominal value of one hundred euros (EUR 100);
- ten thousand (10,000) Class D Shares of a nominal value of one hundred euros (EUR 100);
- ten thousand (10,000) Class E Shares of a nominal value of one hundred euros (EUR 100);
- ten thousand (10,000) Class F Shares of a nominal value of one hundred euros (EUR 100);
- ten thousand (10,000) Class G Shares of a nominal value of one hundred euros (EUR 100);
- ten thousand (10,000) Class H Shares of a nominal value of one hundred euros (EUR 100); and
- ten thousand (10,000) Class I Shares of a nominal value of one hundred euros (EUR 100).

The authorisation to issue new shares in one or more tranches with or without distributable share premium (as the Board may determine) within the limit of the authorised capital is granted to the Board for a period of maximum 5 years.

The terms defined in this Article 5, wherever appearing in the Articles, shall have the meanings set forth below:

- "Class A Shareholder" means the Shareholders of the Company, which hold at any time Class A Shares of the Company.

- "Class B Shareholder" means the Shareholders of the Company, which hold at anytime Class B Shares of the Company.

- "Class C Shareholder" means the Shareholders of the Company, which hold at any time Class C Shares of the Company.
- "Class D Shareholder" means the Shareholders of the Company, which hold at any time Class D Shares of the Company.
- "Class E Shareholder" means the Shareholders of the Company, which hold at any time Class E Shares of the Company.
- "Class F Shareholder" means the Shareholders of the Company, which hold at any time Class F Shares of the Company.
- "Class G Shareholder" means the Shareholders of the Company, which hold at any time Class G Shares of the Company.
- "Class H Shareholder" means the Shareholders of the Company, which hold at any time Class H Shares of the Company.
- "Class I Shareholder" means the Shareholders of the Company, which hold at any time Class I Shares of the Company.
- "Class A Shares" means Class A Shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, in the capital of the Company.
- "Class B Shares" means Class B Shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, in the capital of the Company.
- "Class C Shares" means Class C Shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, in the capital of the Company.
- "Class D Shares" means Class D Shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, in the capital of the Company.
- "Class E Shares" means Class E Shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, in the capital of the Company.
- "Class F Shares" means Class F Shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, in the capital of the Company.
- "Class G Shares" means Class G Shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, in the capital of the Company.
- "Class H Shares" means Class H Shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, in the capital of the Company.
- "Class I Shares" means Class I Shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100) each, in the capital of the Company.

In addition to the corporate capital, there may be set up a share premium account into which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the share premium account may be used to provide for the payment of any Shares which the Company may redeem from its Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. The Company may have one shareholder (the "Sole Shareholder") or several shareholders (the "Shareholders").

The shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

A register of the Shareholder(s) of the Company shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by any shareholders. Such register shall set forth the name of each Shareholder, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of shares held by him, the amounts paid in on each such share, the transfer of shares and the dates of such transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. In the absence of a specific indication, the address indicated in the share register may be used by the Company. Shareholders may, at any time, change their address by means of a written notification to the Company from time to time.

Upon the written request of a Shareholder, a certificate recording the entry of such Shareholder in the register of Shareholders may be issued. The certificates so issued shall be in such form and shall bear such legends and such numbers of identification as shall be determined by the Board. Such certificates shall be signed manually or by facsimile by two Board members or, in the event of classes of directors, by the joint signature of one class A director together with one class B director, or by the delegate of the Board. Lost, stolen or mutilated certificates will be replaced by the Company upon such evidence, undertakings and indemnities as may be deemed satisfactory to the Company, provided that mutilated certificates shall be delivered before new share certificates are remitted.

The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) shall appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

Each share entitles its owner to the rights in the profits and assets of the Company as further specified hereafter, and to one vote at the general meeting of Shareholders.

The rights and conditions attached to the different classes of shares are as follows:

- All the income available for distribution in the Company, if any, shall be distributed to the holders of Class I Shares.
- Should the Class I Shares have all been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the Class H Shares shall be entitled to all the income available for distribution, if any.
- Should the Class I and H Shares have all been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the Class G Shares shall be entitled to all the income available for distribution, if any.
- Should the Class I, H and G Shares have all been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the Class F Shares shall be entitled to all the income available for distribution, if any.
- Should the Class I, H, G and F Shares have all been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the Class E Shares shall be entitled to all the income available for distribution, if any.
- Should the Class I, H, G, F and E Shares have all been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the Class D Shares shall be entitled to all the income available for distribution, if any.
- Should the Class I, H, G, F, E and D Shares have all been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the Class C Shares shall be entitled to all the income available for distribution, if any.
- Should the Class I, H, G, F, E, D and C Shares have all been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the Class B Shares shall be entitled to all the income available for distribution, if any.
- Should the Class I, H, G, F, E, D, C and B Shares all have been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the Class A Shares shall be entitled to all the income available for distribution, if any.

The Company may redeem its own shares as follows:

- The Ordinary Shares shall not be redeemed and the share capital of the Company shall not be reduced with respect to the Ordinary Shares.
- The share capital of the Company shall only be reduced by cancellation of the last outstanding entire class of shares in a reverse alphabetical order (i.e. from the Class I Shares to the Class A Shares); and
- The redemption price per share shall be set by reference to the higher of (a) the nominal value of each redeemed share, or (b) the following formula: dividing the total amount of any sums distributable pursuant to the Law plus nominal value of one share by the number of shares constituting the class to be redeemed. Where the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable sums are available as regards the excess purchase price.

Art. 7. Transfer of shares. The transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the Shareholder(s) of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney, or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code.

The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

Art. 8. Meetings of the Shareholders of the Company. In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company (the "General Meeting") shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

In the case of a sole shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, as long as the Company has only one shareholder, any reference to decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be deemed to be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the second Tuesday of the month of June at 11.00 a.m. or at any adjournment thereof. If such day is not a day where banks are generally open for business in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of the Shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Art. 9. Notice, quorum, powers of attorney and convening notices. The General Meeting will meet upon call by the Board or the approved statutory auditor, pursuant to notice setting forth the agenda sent by registered mail at least eight (8) days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder's address set out in the register of Shareholders. If

however, all of the Shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

The notice periods and quorum provided for by the Law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote.

Except as otherwise required by the Law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person, shareholder or not, as his proxy in writing whether by letter, by telefax or e-mail received in circumstances allowing confirming the identity of the sender.

Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference, or similar means of communications equipment whereby (i) the Shareholders at the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the Shareholders can properly deliberate. Participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 10. Management. The Company shall be managed by a board of directors (the “Board”) composed of at least three (3) directors who do not need to be Shareholders of the Company. For so long as the Company has a Sole Shareholder or where the Law so allows, the Company may be managed by a sole director (the “Sole Director”).

All references herein to the Board shall be deemed to be references to the Sole Director in case there is only a Sole Director.

The director(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

When a legal person is appointed as a director of the Company (the “Legal Entity”), the Legal Entity must designate a permanent representative (représentant permanent) who will represent the Legal Entity as Sole Director or as member of the Board in accordance with article 51 *bis* of the Law.

The director(s) shall be elected by the General Meeting. The Shareholders of the Company shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

The General Meeting of shareholders may decide to appoint directors of two different classes, being class A directors and class B directors provided that the class B directors shall always be Luxembourg residents. Any such classification of directors shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the directors be identified with respect to the class they belong.

A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement, resignation, or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next General Meeting. In the absence of any remaining directors, a General Meeting shall promptly be convened by the approved statutory auditor and held to appoint new directors.

Art. 11. Meetings of the Board. The Board shall appoint a chairman (the “Chairman”) among its members and may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the resolutions passed at the General Meeting or of the resolutions passed by the Sole Shareholder. The Chairman will preside at all meetings of the Board and any General Meeting. In his/her absence, the General Meeting or the other members of the Board (as the case may be) will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting, by simple majority.

The Board shall meet upon call by the Chairman or any two directors at the place indicated in the notice of meeting which shall be in Luxembourg.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all the directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board. Such notice may be given by the secretary.

No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether by letter, telefax, or e-mail received in circumstances allowing to confirm the identity of the sender of each member of the Board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing, in writing, whether by letter, telefax or e-mail received in circumstances allowing to confirm the identity of the sender, another director as his or her proxy, without limitation as to the number of proxies which each director may accept and vote provided, however, that at least two members are either present in person or assist at such meeting by way of any means of communication complying with the requirements set forth in the next paragraph.

Any director may participate in a meeting of the Board by conference call, video conference, or similar means of communications equipment whereby (i) the directors at the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the

meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the directors can properly deliberate; participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. A meeting of the Board may be held by conference call or video conference only.

The Board can only deliberate and act validly if at least the majority of the Company's directors is present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

In the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of directors (namely class A directors and class B directors) any resolutions of the Board may only be validly taken if approved by the majority of directors including at least one class A and one class B director (including by way of representation).

In the case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall not have a casting vote.

The Board may also in all circumstances and at any time with unanimous consent pass resolutions by circular means and written resolutions signed by all members of the Board will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of the same resolution and may be evidenced by letter, telefax or e-mail received in circumstances allowing to confirm the identity of the sender.

This Article 11 does not apply in case the Company is managed by a Sole Director.

Art. 12. Minutes of meetings of the Board or of resolutions of the Sole Director. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the Chairman of such meeting or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided such meeting or any two directors or, in the event of classes of directors by the joint signature of one class A director together with one class B director, and the resolutions passed by the Sole Director are recorded in a decision register held at the Company's registered office.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman or any two members of the Board, regardless of class, or the Sole Director or any one member of the Board and the secretary.

Art. 13. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

Art. 14. Delegation of powers. The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, to any member or members of the Board or to any manager(s) or other agent(s), who need not be a member of the Board or a Shareholder, acting alone or in concert. The Board may constitute committees deliberating under such terms as the Board shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be a member of the Board or a Shareholder and appoint and dismiss all officers and employees and fix their remuneration.

Art. 15. Binding signatures. The Company will be bound by the sole signature in the case of a Sole Director, and in the case of a Board by the joint signature of any two of the directors, provided however that in the event the General Meeting has appointed different classes of directors (namely class A directors and class B directors) the Company will only be validly bound by the joint signature of one class A director together with one class B director.

In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the Sole Director (if there is only one) or as the case may be the Board and, in the event of classes of directors by the joint signature of one class A director together with one class B director.

Art. 16. Conflict of interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm subsidiary of or affiliated to the Company.

Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any subsidiary or affiliated company with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director of the Company may have a personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and this transaction, and the director's interest therein, shall be reported to the next following General Meeting.

If the Company has a Sole Director, the transactions entered into between the Company and the Sole Director and in which the Sole Director has an opposite interest to the interest of the Company shall be recorded in the decision register.

The two preceding paragraphs do not apply to resolutions of the Board or the Sole Director concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company and which are entered into on arm's length terms.

Art. 17. Approved statutory auditor(s). The operations of the Company shall be supervised by one or several approved statutory auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The approved statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

The approved statutory auditor(s) will be appointed by the General Meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The approved statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.

Art. 18. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the 1 January and shall terminate on the 31 December of each year.

Art. 19. Allocation of profits. From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent.) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent.) of the capital of the Company as stated in article 5 above or as increased or reduced from time to time.

The General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of.

The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Law.

A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company. No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

Art. 20. Dissolution and liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles, as prescribed in Article 21 below.

In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding the liquidation. This General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

Once all debts, charges and liquidation expenses have been met, any balance resulting shall be paid to the holders of shares in the Company.

Art. 21. Amendments. These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Law.

Art. 22. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

Transitory provisions

1. The first business year begins on the date of incorporation and ends on 31st December 2012.
2. The first annual General Meeting will be held in 2013.

Subscription

The Articles of the Company having thus been established, the party appearing, represented as stated above, hereby declares that it subscribes to all of the one thousand and thirty (1,030) shares representing the total share capital of the Company as follows:

- three hundred and ten (310) Ordinary Shares;
- eighty (80) Class A Shares;
- eighty (80) Class B Shares;
- eighty (80) Class C Shares;
- eighty (80) Class D Shares;
- eighty (80) Class E Shares;
- eighty (80) Class F Shares;
- eighty (80) Class G Shares;
- eighty (80) Class H Shares; and
- eighty (80) Class I Shares.

All these shares are paid up by the Sole Shareholder to an extent of 100% (one hundred per cent) so that the amount of one hundred and three thousand euro (EUR 103,000) is at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

Costs

The approximate amount of the costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be incurred or charged to the Company as a result of its formation, is approximately evaluated to one thousand seven hundred euro (EUR 1,700.-).

Resolutions of the shareholder

The above named party, prenamed, represented as stated above, representing the entire subscribed share capital then passed the following resolutions:

1. the following persons are appointed as directors of the Company:

- Mrs Debbie Brown, business executive, born on 9th April 1955 in New York, New York, professionally residing at 345 East 80th Street, New York, New York 10075 USA, as class A director;

- Mr Kevin Malanga, attorney, born on 27th June 1956 in Montclair, New Jersey USA, professionally residing at 57 Ridge Road, West Orange, New Jersey 07052 USA, as class A director;

- Mr André Elvinger, lawyer, born on 17th March 1929 in Kayl, professionally residing at 2, Place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, as class B director;

- Mrs Martine Elvinger, lawyer, born on 7th February 1964 in Luxembourg, professionally residing at 2, Place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, as class B director,

for a term expiring at the annual General Meeting to be held in 2016;

2. that Deloitte S.A., having its registered office at L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 67.895, is appointed as approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company for a term expiring at the annual General Meeting to be held in 2013; and

3. that the registered office of the Company is established at L1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the proxyholder of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the French versions, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, at the office of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing party, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt-neuf novembre.

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Intertrust (Luxembourg) S.A., une société anonyme constituée selon le droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous numéro B 5.524,

ici représentée par Madame Miriam Schinner, Rechtsanwältin, avec adresse professionnelle à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 22 novembre 2011.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte d'une société anonyme sous la dénomination de Cousimin S.A. qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination. Il est formé par la partie comparante et par tous ceux qui deviendront actionnaires par la suite une société anonyme sous la dénomination de Cousimin S.A. (la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») et les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg («Luxembourg»).

Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du Conseil (tel que défini ci-après) ou, dans le cas d'un Administrateur Unique (tel que défini ci-après) par une décision de l'Administrateur Unique. Il pourra être transféré à tout autre endroit au Luxembourg par une résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) statuant comme en matière de modification des Statuts, tel que prescrit à l'Article 21 ci-après.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales au Luxembourg et à l'étranger.

Lorsque le Conseil estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique, social ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société,

malgré le transfert temporaire de son siège sociale, qui restera une société luxembourgeoise. De tels mesures temporaires seront prises par le Conseil et notifiées à/aux Actionnaire(s) de la Société.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Objet sociaux. La Société a pour objets sociaux (i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, directement ou indirectement, de participations, droits, intérêts et engagements dans des sociétés ou autres entités ou entreprises, luxembourgeoises et étrangères, (ii) l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière et l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs mobilières ou instruments financiers de toutes espèces, ainsi que des contrats portant sur les titres précités ou y relatifs et (iii) la possession, l'administration, le développement et la gestion d'un portefeuille (composé notamment des actifs tels que ceux définis aux points (i) et (ii) ci-dessus).

La Société peut exercer des activités d'investissements tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de son groupe ainsi que la gestion de trésorerie.

La Société peut exercer une activité industrielle et tenir un établissement commercial ouvert au public.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission de titres de créances, obligations et créances et autres titres représentatifs de dette.

La Société peut accorder des prêts (subordonnés ou non subordonnés) ou d'autres formes de financement et prêter des fonds (y compris ceux résultant des emprunts et/ou des titres représentatifs de dette) à des sociétés ou autres entités ou entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société.

La Société peut également consentir des garanties ou des sûretés (y compris par voie de garantie ascendante ou latérale) au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations des sociétés ou autres entités ou entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges ou créer toutes sûretés sur toute ou partie de ses avoirs.

D'une manière générale, la Société peut prendre toutes mesures de surveillance et de contrôle et effectuer toute opération ou transaction qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement et le développement de ses objets sociaux.

Art. 5. Capital social. Le capital social est fixé à cent trois mille euros (EUR 103.000) représenté par mille trente (1.030) actions (les «Actions») d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, qui sont représentées par:

- trois cent dix (310) «Actions Ordinaires» d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- quatre-vingt (80) «Actions de Classe A» d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- quatre-vingt (80) «Actions de Classe B» d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- quatre-vingt (80) «Actions de Classe C» d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- quatre-vingt (80) «Actions de Classe D» d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- quatre-vingt (80) «Actions de Classe E» d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- quatre-vingt (80) «Actions de Classe F» d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- quatre-vingt (80) «Actions de Classe G» d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- quatre-vingt (80) «Actions de Classe H» d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées;
- quatre-vingt (80) «Actions de Classe I» d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Le capital social autorisé est fixé à dix millions d'euros (EUR 10.000.000) représenté par

- dix mille (10.000) Actions Ordinaires d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.
- dix mille (10.000) Actions de Classe A d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.
- dix mille (10.000) Actions de Classe B d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.
- dix mille (10.000) Actions de Classe C d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.
- dix mille (10.000) Actions de Classe D d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.
- dix mille (10.000) Actions de Classe E d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.
- dix mille (10.000) Actions de Classe F d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.
- dix mille (10.000) Actions de Classe G d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.

- dix mille (10.000) Actions de Classe H d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.
- dix mille (10.000) Actions de Classe I d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune.

Le Conseil est autorisé, pendant une période maximale de 5 ans, à émettre des actions nouvelles avec ou sans prime d'émission distribuable (tel que le Conseil décidera) en une ou plusieurs tranches dans les limites du capital autorisé.

Les termes définis dans le présent Article 5, à chaque fois qu'ils sont mentionnés dans les Statuts, auront les significations suivantes:

- «Actionnaire de Classe A» signifie les Actionnaires de la Société qui détiennent à tout moment des Actions de Classe A de la Société.
- «Actionnaire de Classe B» signifie les Actionnaires de la Société qui détiennent à tout moment des Actions de Classe B de la Société.
- «Actionnaire de Classe C» signifie les Actionnaires de la Société qui détiennent à tout moment des Actions de Classe C de la Société.
- «Actionnaire de Classe D» signifie les Actionnaires de la Société qui détiennent à tout moment des Actions de Classe D de la Société.
- «Actionnaire de Classe E» signifie les Actionnaires de la Société qui détiennent à tout moment des Actions de Classe E de la Société.
- «Actionnaire de Classe F» signifie les Actionnaires de la Société qui détiennent à tout moment des Actions de Classe F de la Société.
- «Actionnaire de Classe G» signifie les Actionnaires de la Société qui détiennent à tout moment des Actions de Classe G de la Société.
- «Actionnaire de Classe H» signifie les Actionnaires de la Société qui détiennent à tout moment des Actions de Classe H de la Société.
- «Actionnaire de Classe I» signifie les Actionnaires de la Société qui détiennent à tout moment des Actions de Classe I de la Société.
- «Actions de Classe A» signifie les Actions de Classe A d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, dans le capital de la Société.
- «Actions de Classe B» signifie les Actions de Classe B d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, dans le capital de la Société.
- «Actions de Classe C» signifie les Actions de Classe C d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, dans le capital de la Société.
- «Actions de Classe D» signifie les Actions de Classe D d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, dans le capital de la Société.
- «Actions de Classe E» signifie les Actions de Classe E d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, dans le capital de la Société.
- «Actions de Classe F» signifie les Actions de Classe F d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, dans le capital de la Société.
- «Actions de Classe G» signifie les Actions de Classe G d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, dans le capital de la Société.
- «Actions de Classe H» signifie les Actions de Classe H d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, dans le capital de la Société.
- «Actions de Classe I» signifie les Actions de Classe I d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, dans le capital de la Société.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission pourra être établi dans lequel pourra être transférée toute prime payée sur une action en plus de sa valeur nominale. Le montant du compte de prime d'émission pourra être utilisé pour prévoir le paiement de toute Action que la Société peut racheter à ses Actionnaires, pour compenser toute perte nette réalisée, pour procéder à des distributions aux Actionnaires ou pour allouer des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Actions. La Société peut avoir un actionnaire (l'«Actionnaire Unique») ou plusieurs actionnaires (les «Actionnaires»).

Les actions sont et resteront nominatives (actions nominatives).

Un registre de(s) Actionnaire(s) de la Société sera tenu au siège social de la Société où il pourra être consulté par tout Actionnaire. Ce registre contiendra le nom de chaque Actionnaire, sa résidence ou son domicile élu tel qu'indiqué à la Société, le nombre d'actions qu'il détient, les montants libérés pour chacune de ces actions, ainsi que la mention des transferts d'actions et les dates de ces transferts. La propriété des actions sera établie par inscription dans ledit registre.

Les Actionnaires fournissent à la Société une adresse à laquelle toute communication et annonce pourra être envoyée. A défaut d'indication spécifique, l'adresse inscrite dans le registre des Actionnaires pourra être utilisée par la Société. Les Actionnaires peuvent, à tout moment, modifier leur adresse au moyen de l'envoi d'une notification écrite à la Société.

A la requête écrite d'un Actionnaire, un certificat confirmant l'inscription de cet Actionnaire au registre des actionnaires est délivré. Les certificats ainsi émis ont la forme et porte les mentions et numéros d'identification qui seront déterminées par le Conseil. Ces certificats sont signés manuellement ou par facsimilé par un deux membres du conseil, ou en cas de classes d'administrateurs, par la signature conjointe d'un Administrateur de Classe A ensemble avec un Administrateur de Classe B, ou par le délégué du Conseil. Les certificats perdus, volés ou abîmés sont remplacés par la Société aux conditions de preuve, obligations et indemnités qui seront jugées satisfaisantes par la Société, étant entendu que les certificats abîmés doivent être remis avant que de nouveaux certificats ne soient émis.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. En cas d'indivision ou si la propriété d'action(s) est contestée, toutes les personnes alléguant un droit concernant ces actions doivent nommer un seul représentant pour représenter cette/ces action(s) envers la Société. A défaut de nommer un tel représentant, les droits attachés à cette/ces action(s) sont suspendus.

Les Actions sont indivisibles à l'égard de la Société, un seul propriétaire n'étant admis par Action. Lorsqu'une ou plusieurs action(s) est/sont détenue(s) conjointement ou si la propriété de cette/ces action(s) est contestée, toutes personnes qui prétendent d'avoir un droit relatif à cette/ces actions(s)devront désigner une seule personne pour les représenter envers la Société.

Chaque Action donne droit à son détenteur aux actifs et aux bénéfices de la Société tel que spécifié plus amplement ci-après, et à une voix à l'assemblée générale des Actionnaires.

Les droits et conditions attachés aux différentes classes d'actions sont les suivants:

- tous les revenus disponibles pour distribution dans la Société, le cas échéant, seront distribués aux détenteurs d'Actions de Classe I.

- dans le cas où toutes les Actions de Classe I ont été annulées suite à leur rachat ou autrement au moment de la distribution, les Actions de Classe H auront droit à tous les revenus disponibles pour distribution, le cas échéant.

- dans le cas où toutes les Actions de Classe I et de Classe H ont été annulées suite à leur rachat ou autrement au moment de la distribution, les Actions de Classe G auront droit à tous les revenus disponibles pour distribution, le cas échéant.

- dans le cas où toutes les Actions de Classe I, de Classe H et de Classe G ont été annulées suite à leur rachat ou autrement au moment de la distribution, les Actions de Classe F auront droit à tous les revenus disponibles pour distribution, le cas échéant.

- dans le cas où toutes les Actions de Classe I, de Classe H, de Classe G et de Classe F ont été annulées suite à leur rachat ou autrement au moment de la distribution, les Actions de Classe E auront droit à tous les revenus disponibles pour distribution, le cas échéant.

- dans le cas où toutes les Actions de Classe I, de Classe H, de Classe G, de Classe F et de Classe E ont été annulées suite à leur rachat ou autrement au moment de la distribution, les Actions de Classe D auront droit à tous les revenus disponibles pour distribution, le cas échéant.

- dans le cas où toutes les Actions de Classe I, de Classe H, de Classe G, de Classe F, Classe E et de Classe D ont été annulées suite à leur rachat ou autrement au moment de la distribution, les Actions de Classe C auront droit à tous les revenus disponibles pour distribution, le cas échéant.

- dans le cas où toutes les Actions de Classe I, de Classe H, de Classe G, de Classe F, Classe E, de Classe D et de Classe C ont été annulées suite à leur rachat ou autrement au moment de la distribution, les Actions de Classe B auront droit à tous les revenus disponibles pour distribution, le cas échéant.

- dans le cas où toutes les Actions de Classe I, de Classe H, de Classe G, de Classe F, Classe E, de Classe D, de Classe C et de Classe B ont été annulées suite à leur rachat ou autrement au moment de la distribution, les Actions de Classe A auront droit à tous les revenus disponibles pour distribution, le cas échéant.

La Société peut racheter ses propres actions comme suit:

- les Actions Ordinaires ne peuvent pas être rachetées et le capital social de la Société ne peut pas être réduit en relation avec les Actions Ordinaires.

- le capital social de la Société ne peut être réduit que par l'annulation de la dernière classe entière de actions en circulation dans l'ordre alphabétique inverse (i.e. à partir des Actions de Classe I aux Actions de Classe A); et

- le prix de rachat par action sera fixé par référence au montant le plus élevé de (a) la valeur nominale de chaque action rachetée, ou (b) la formule suivante: division du montant total de toutes sommes distribuables en vertu de la Loi plus la valeur nominale d'une action par le nombre de actions constituant la classe devant être rachetée. Lorsque le prix de rachat excède la valeur nominale des actions devant être rachetées, le rachat ne pourra être décidé que dans la mesure où des sommes distribuables suffisantes sont disponibles eu égard au prix de rachat excédentaire.

Art. 7. Transfert des actions. Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite dans le registre de(s) Actionnaire(s) de la Société, cette déclaration de transfert devant être signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'actions d'autres instruments de transfert, dans lesquels les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, jugés suffisants par la Société.

Art. 8. Assemblées des Actionnaires de la Société. Dans le cas d'une pluralité d'Actionnaires, toute assemblée des Actionnaires de la Société régulièrement constituée (l'«Assemblée Générale») représentera l'ensemble des Actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus étendus afin d'ordonner, d'effectuer ou de ratifier les actes relatifs à toutes les opérations de la Société.

Dans le cas d'un actionnaire unique, l'Actionnaire Unique aura tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale sera une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Actionnaire Unique tant que la Société n'a qu'un actionnaire unique. Les décisions prises par l'Actionnaire Unique sont documentées par voie de procès-verbaux.

L'Assemblée Générale annuelle se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège social indiqué dans les convocations de cette assemblée, chaque année le deuxième mardi du mois de juin à 11.00 heures ou tout ajournement. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

L'Assemblée Générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le Conseil constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

D'autres assemblées des Actionnaires de la Société pourront se tenir aux lieux et heures spécifiés dans les avis de convocation de l'assemblée.

Art. 9. Délais de convocation, quorum, procurations et avis de convocation. L'Assemblée Générale sera convoquée par le Conseil ou le réviseur d'entreprises agréé, à la suite d'un avis énonçant l'ordre du jour envoyé par lettre recommandée, au moins huit (8) jours avant l'assemblée, à tout Actionnaire à son adresse portée au registre des Actionnaires. Cependant, si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale et s'ils confirment avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans avis ou publication préalables.

Les délais de convocation et quorum requis par la Loi seront applicables aux avis de convocation et à la conduite des Assemblées Générales, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les présents Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés et votants.

Un Actionnaire pourra agir à toute Assemblée Générale en désignant un mandataire, actionnaire ou non, par écrit, soit par lettre, par télécopie ou email reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur.

Tout Actionnaire peut participer à une Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéoconférence ou moyennant des moyens de communication similaires grâce auxquels (i) les Actionnaires participant à l'assemblée peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à l'assemblée peuvent s'entendre et parler aux autres participants, (iii) l'assemblée est transmise en direct et (iv) les Actionnaires peuvent valablement délibérer. La participation à une assemblée moyennant ces moyens est équivalente à une présence physique.

Art. 10. Administration. La Société sera administrée par un conseil d'administration (le «Conseil») composé d'au moins trois (3) administrateurs qui n'ont pas besoin d'être Actionnaire de la Société. Aussi longtemps que la Société a un Actionnaire Unique ou lorsque la Loi le permet, la Société peut être administrée par un administrateur unique (l'«Administrateur Unique»). Toutes les références dans les présents Statuts au Conseil sont censées être des références à l'Administrateur Unique s'il n'existe qu'un Administrateur Unique.

Le(s) administrateur(s) sera/seront élu(s) pour un terme ne pouvant excéder six ans et seront rééligibles.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (la «Personne Morale»), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la Personne Morale en tant qu'Administrateur Unique ou en tant que membre du Conseil conformément à l'article 51bis de la Loi.

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'Assemblée Générale. Les Actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat.

L'Assemblée Générale peut décider de désigner des administrateurs de deux (2) classes différentes, les administrateurs de classe A et les administrateurs de classe B, étant entendu que les administrateurs de classe B devront toujours être des résidents luxembourgeois. Une telle classification d'administrateurs devra être dûment enregistrée dans le procès-verbal de cette Assemblée Générale et les administrateurs devront être identifiés par rapport à la classe à laquelle ils appartiennent.

Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite, résignation ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale. En l'absence d'administrateur disponible, l'Assemblée Générale devra rapidement être réunie par le réviseur d'entreprises agréé et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 11. Réunions du Conseil. Le Conseil doit nommer un président (le «Président») parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil et des décisions de l'Assemblée Générale ou des résolutions prises par l'Actionnaire Unique. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil et toute Assemblée Générale. En son absence, l'Assemblée Générale ou les autres membres du Conseil (le cas échéant) nommeront un autre président pro tempore qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple.

Le Conseil se réunira sur convocation du Président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Luxembourg.

Avis écrit de toute réunion du Conseil sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du Conseil. Cet avis de convocation peut être émis par le secrétaire.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés lors de l'assemblée et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et avoir pleine connaissance de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque membre du Conseil donné par écrit soit par lettre, télécopie ou email reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour des réunions se tenant à une heure et à un endroit prévus dans un échancier préalablement adopté par une résolution du Conseil.

Tout membre du Conseil peut se faire représenter à toute réunion du Conseil en désignant par écrit, soit par lettre, télécopie ou email reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur, un autre administrateur comme son mandataire sans limitation quant aux nombres de procurations qu'un administrateurs pourra accepter et voter à condition, toutefois, qu'au moins deux membres du Conseil soient toujours physiquement présents ou assistent à la réunion du Conseil par le biais de tout moyen de communication conforme aux exigences du paragraphe qui suit.

Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion est retransmise en direct et (iv) les administrateurs peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion. Une réunion du Conseil pourra être tenue uniquement au moyen de conférence téléphonique ou visioconférence.

Le Conseil ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs de la Société est présente ou représentée à une réunion du Conseil. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Au cas où l'Assemblée Générale a désigné différentes classes d'administrateurs (à savoir des administrateurs de classe A, et des administrateurs de classe B), chaque résolution du conseil d'administration ne sera valablement prise que si approuvé par la majorité des administrateurs incluant au moins un administrateur de classe A et un administrateur de classe B (y compris par voie de représentation).

Dans le cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion ne sera pas prépondérante.

Le Conseil peut également en toutes circonstances et à tout moment, avec l'assentiment unanime, passer des résolutions par voie circulaire et les résolutions écrites signées par tous les membres du Conseil seront aussi valables et effectives que si elles étaient passées lors d'une réunion régulièrement convoquée et tenue. Ces signatures peuvent apparaître sur un seul document ou plusieurs copies de la même résolution et seront établies par lettre, télécopie, ou email reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur.

Le présent Article 11 ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 12. Procès-verbaux des réunions du Conseil ou des résolutions de l'Administrateur Unique. Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil doivent être signés par le Président de la réunion en question ou, en son absence, par le président pro tempore qui a présidé cette réunion ou par quelconque deux administrateurs, ou, en cas de différentes classes d'administrateurs, par la signature conjointe d'un administrateur de classe A et d'un administrateur de classe B et les résolutions prises par l'Administrateur Unique seront inscrites dans un registre tenu au siège social de la Société.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président ou deux membres du Conseil, ou l'Administrateur Unique, indépendamment de la classe, ou un quelconque membre du Conseil d'Administration et le secrétaire.

Art. 13. Pouvoirs du Conseil. Le Conseil a les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil.

Art. 14. Délégation de pouvoirs. Le Conseil peut déléguer ses pouvoirs de gestion journalière des affaires de la Société et de représentation de la Société lors de la conduite de ces affaires à tout membre du Conseil ou à tous gérant(s) ou autre(s) agent(s), qui ne doivent pas nécessairement être membre du Conseil ou un Actionnaire, agissant seuls ou conjointement. Le Conseil peut constituer des comités délibérant aux conditions fixées par le Conseil. Il peut également

déléguer tous pouvoirs et des mandats spéciaux à toutes personnes, qui ne doivent pas nécessairement être un membre du Conseil ou un Actionnaire, nommer et révoquer tous agents et employés et fixer leurs émoluments.

Art. 15. Signatures autorisées. La Société sera engagée par la signature individuelle d'un Administrateur Unique ou en cas de Conseil d'Administration par les signatures conjointes de deux administrateurs, à condition cependant que si l'Assemblée Générale a nommé des administrateurs de différentes classes (à savoir des administrateurs de classe A et des administrateurs de classe B), la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un administrateur de classe A ensemble avec un administrateur de classe B.

Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la signature individuelle de toute personne ou toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par l'Administrateur Unique (s'il y en a qu'un seul) ou le cas échéant par le Conseil d'Administration et, dans le cas de classes d'administrateurs par la signature conjointe d'un administrateur de classe A ensemble avec un administrateur de classe B.

Art. 16. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans, ou est administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité filiale ou affiliée de la Société.

Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une filiale ou une société affiliée avec lequel la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire, et un rapport devra être fait sur cette affaire et cet intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale.

Si la Société a un Administrateur Unique, les transactions conclues entre la Société et l'Administrateur Unique et dans lesquelles l'Administrateur Unique a un intérêt opposé à l'intérêt de la Société doivent être inscrites dans le registre des décisions.

Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil ou de l'Administrateur Unique concernant les opérations réalisées dans le cadre ordinaire des affaires courantes de la Société lesquelles sont conclues à des conditions normales.

Art. 17. Réviseur d'entreprises agréé. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Le(s) réviseur(s) d'entreprises agréé(s) sera(seront) élu(s) pour une période n'excédant pas six ans et sera(seront) rééligible(s).

Le(s) réviseur(s) d'entreprises agréé(s) sera(seront) nommé(s) par l'Assemblée Générale qui détermine son(leur) nombre, son(leur) rémunération et la durée de son(leur) mandat. Le(s) réviseur(s) d'entreprises agréé(s) en fonction peut (peuvent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

Art. 18. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 19. Affectation des bénéfices. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de tout temps, conformément à l'article 5 des Statuts.

L'Assemblée Générale décidera de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel.

Les dividendes pourront être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil et devront être payés au lieu et place choisis par le Conseil. Le Conseil peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi.

Un dividende déclaré mais non payé pour une action pendant cinq ans ne pourra par la suite plus être réclamé par le propriétaire d'une telle action, il sera perdu pour celui-ci et retournera à la Société. Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes déclarés et non payés qui seront détenus par la Société pour le compte des actionnaires.

Art. 20. Dissolution et liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des présents Statuts, tel que prescrit à l'Article 21 ci-après.

En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. Cette Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Une fois les dettes, charges et dépenses de liquidation payées, tout solde résultant de la liquidation sera payé aux détenteurs des actions de la Société.

Art. 21. Modifications statutaires. Les présents Statuts pourront être modifiés de tout temps par l'Assemblée Générale extraordinaire dans les conditions de quorum et de majorité requises par la Loi.

Art. 22. Droit applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront réglées en application de la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence à la date de la constitution et se terminera le 31 décembre 2012.
2. La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2013.

Souscription

Les statuts de la Société ayant ainsi été constitués par la partie comparante, celle-ci déclare souscrire à mille et trente (1.030) actions représentant la totalité du capital social de la Société de la manière suivante:

- trois cent dix (310) Actions Ordinaires;
- quatre-vingt (80) Actions de Classe A;
- quatre-vingt (80) Actions de Classe B;
- quatre-vingt (80) Actions de Classe C;
- quatre-vingt (80) Actions de Classe D;
- quatre-vingt (80) Actions de Classe E;
- quatre-vingt (80) Actions de Classe F;
- quatre-vingt (80) Actions de Classe G;
- quatre-vingt (80) Actions de Classe H; and
- quatre-vingt (80) Actions de Classe I.

Toutes les actions sont entièrement libérées par l'Actionnaire Unique jusqu'à 100% (cent pour cent) de sorte que le montant de cent trois mille euros (EUR 103.000) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de mille sept cents euros (EUR 1.700,-).

Résolutions de l'associé unique

La comparante, prénommée, représentant la totalité du capital social souscrit, prend ensuite les résolutions suivantes:

1. les personnes suivantes sont nommées en tant qu'administrateurs de la Société:
 - Madame Debbie Brown, business executive, née le 9 avril 1955 à New York, New York, Etats-Unis, demeurant à 345 East 80th Street, New York, New York 10075 Etats-Unis, en tant qu'administrateur A;
 - Monsieur Kevin Malanga, attorney, né le 27 juin 1956 à Montclair, New Jersey, Etats-Unis, demeurant à 57 Ridge Road, West Orange, New Jersey 07052, Etats-Unis, en tant qu'administrateur A;
 - Monsieur André Elvinger, avocat, né le 17 mars 1929 à Kayl, demeurant à 2, Place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg en tant qu'administrateur B;
 - Madame Martine Elvinger, avocat, née le 7 février 1964 à Luxembourg, demeurant à 2, Place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg en tant qu'administrateur B;pour une durée se terminant à l'Assemblée Générale annuelle devant se tenir en 2016.
2. que Deloitte S.A., avec siège social à L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous numéro B 67.895, est nommée réviseur d'entreprises agréé de la Société jusque l'Assemblée Générale Annuelle devant se tenir en 2013.
3. que le siège social de la Société est établi à L-1331 Luxembourg 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétations donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. SCHINNER et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 novembre 2011. LAC/2011/53036. Reçu soixante-quinze euros (€ 75.).

Le Receveur (signé): SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 30 novembre 2011.

Référence de publication: 2011164498/824.

(110190352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2011.

UniGarantPlus: Erneuerbare Energien (2018), Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement, welches am 21. September 2011 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 5. Oktober 2011.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011141125/10.

(110163520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2011.

Trinova (IPC), Fonds Commun de Placement.

WKN: AOJDLV;AOJDLW; ISIN: LU0244624713; LU0244625017.

Hiermit werden die Anleger des TRINOVA (IPC) ("Fonds") mit dem Teilfonds TRINOVA (IPC) - Structured Products Fund darüber informiert, dass der vorgenannte Investmentfonds mit Wirkung zum 30. November 2011 liquidiert wurde.

Die Auszahlung der Liquidationserlöse erfolgt am 06. Dezember 2011 mit Valuta 06. Dezember 2011.

Zahlstelle im Großherzogtum Luxemburg:

DZ PRIVATBANK S.A.

4, rue Thomas Edison

L-1445 Luxemburg-Strassen

Zahlstelle in der Schweiz

DZ PRIVATBANK (Schweiz) AG

Münsterhof 12

CH-8022 Zürich

Zahlstelle in der Bundesrepublik Deutschland:

DZ BANK AG

Deutsche Zentral-Genossenschaftsbank

Platz der Republik

D-60265 Frankfurt am Main

Luxemburg, im Dezember 2011.

IPConcept Fund Management S.A.

Référence de publication: 2011166275/755/22.

AXA IM COMFORT, Fonds Commun de Placement.

By resolution of the Board of Directors taken by circular letter of 24 November 2011, AXA Funds Management S.A., acting as management company of "AXA IM COMFORT" (the "Fund"), has resolved to liquidate the Fund and its underlying sub-fund, AXA IM Comfort Megatrends 90" (ISIN LU0434626528) with effect as of 19 December 2011.

Subscriptions shall be accepted until 16 December 2011.

Redemptions shall be accepted until the day before the closure of the liquidation process being provided that the redemption price shall take into account the liquidation charges.

The Board of Directors has further resolved to appoint AXA Funds Management S.A. to act as liquidator of the Fund as of 19 December 2011.

Référence de publication: 2011166367/755/12.

M.I.T., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3377 Leudelange, 22, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 145.627.

L'an deux mil onze, le vingt-neuf novembre.

Par devant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange.

A comparu:

- Monsieur Rachid BOUCHENTOUF, consultant informatique, demeurant à L-4527 Differdange, 29, rue des Champs.

Lequel comparant est l'associé unique de la société à responsabilité limitée M.I.T., avec siège à L-2157 Luxembourg, 9, rue 1900, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 145 627, constituée en date du 25 mars 2009 suivant acte reçu par Maître Georges d'HUART, à l'époque notaire de résidence à Pétange, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C No 858 du 22 avril 2009.

Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le même notaire en date du 12 février 2010, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C N°707 du 2 avril 2010.

La répartition initiale du capital social a été modifiée en date du 26 octobre 2011 suivant cession de parts sociales entre associés, à l'issue de laquelle le comparant est devenu associé unique.

Le comparant a prié le notaire instrumentant de dresser acte de la résolution qui suit, que l'associé unique adopte en exerçant les pouvoirs attribués à l'Assemblée:

*Transfert du siège social
Résolution unique*

L'Assemblée générale décide de transférer le siège social de la société de l'adresse: 9, rue 1900, L-2157 Luxembourg, à l'adresse: 22, rue de la Gare, à L-3377 Leudelange.

Afin d'adapter les statuts à ce qui précède, l'article deux des statuts est rédigé comme suit:

« **Art. 2.** Le siège social de la société est établi à Leudelange. Il pourra être transféré par simple décision de la gérance à tout autre endroit de la commune du siège. La gérance pourra établir des sièges administratifs dans tout le Grand-Duché de Luxembourg ainsi qu'à l'étranger.»

Frais

Les dépenses, charges, frais, rémunérations de toute nature qui incombent à la société en raison du présent acte sont estimés à la somme de mille euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé la présente minute avec le notaire.

Signé: REUTER, D'HOEDT, DAVIN, WILLEMET.

Enregistré à Esch/Alzette actes civils, le 30/11/2011. Relation: EAC/2011/16067. Reçu soixante-quinze euros.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Pétange, le 01 décembre 2011.

Référence de publication: 2011165501/40.

(110191385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 décembre 2011.

FRANKFURT-TRUST Invest Luxembourg AG, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 29.891.

Das mit Wirkung vom 1. Januar 2012 gültige Verwaltungsreglement 01/2012 des Investmentfonds "Castell" wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 30.11.2011.

Anell / Görmer.

Référence de publication: 2011165073/11.

(110191076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2011.

Alternative Units, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 84.199.

L'an deux mille onze, le vingt-quatre octobre.

Pardevant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg,

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Alternative Units (la «Société») une Société d'Investissement à Capital Variable ayant son siège social à 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg dûment enregistrée au Registre de Commerce sous le numéro B. 84.199 et constituée suivant acte notarié du 29 octobre 2001 et publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1025 daté du 16 novembre 2001. Les statuts ont été modifiés

pour la dernière fois suivant acte notarié du 11 novembre 2003, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1319 du 11 décembre 2003.

L'assemblée est ouverte à 11.30 heures sous la présidence de Madame Valérie GLANE, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Manuella PIRON, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Claudio RINALDI, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée par des avis contenant l'ordre du jour envoyés aux actionnaires nominatifs le 8 septembre 2011 et publiés:

- dans le «d'Wort» le 8 septembre 2011 et le 30 septembre 2011,
- dans le Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2089 du 8 septembre 2011 et numéro 2326 du 30 septembre 2011,
- dans le «La Voix» le 8 septembre 2011 et le 30 septembre 2011,

Un exemplaire de ces convocations a été déposé sur le bureau de l'assemblée.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant.

III. Qu'il apparaît de cette liste de présence que sur les 2.204.611 actions en circulation, 20.821 actions (représentant 0,94% des actions en circulation) sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire.

Une première assemblée générale ayant le même ordre du jour, tenue devant Me Léonie GRETHEN agissant en remplacement du notaire instrumentant en date du 30 août 2011 n'a pu délibérer valablement pour défaut de quorum de présence.

La présente assemblée générale peut donc délibérer valablement quelle que soit la portion du capital représentée.

IV. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

- 1) Décision de dissoudre et ouverture de la liquidation de la SICAV;
- 2) Nomination de PricewaterhouseCoopers S.à r.l., comme liquidateur;
- 3) Détermination de l'étendue des pouvoirs et des émoluments du liquidateur;
- 4) Nomination de Ernst&Young S.A. comme auditeur à la liquidation.
- 5) Divers.

Ces faits ayant été approuvés par l'assemblée, cette dernière prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide la dissolution et la liquidation de la Société à compter de ce jour.

Pour: 13.978

Contre: 0

Abstentions: 6.843

La résolution est approuvée.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de nommer en qualité de liquidateur de la Société «PricewaterhouseCoopers», une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch, R.C.S. Luxembourg B 65.477.

Pour: 13.978

Contre: 0

Abstentions: 6.843

La résolution est approuvée.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide d'attribuer au liquidateur les pouvoirs les plus étendus prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la «Loi»).

Le liquidateur est autorisé à passer tous actes et à exécuter toutes opérations, en ce compris les actes prévus aux articles 145 et suivants de la Loi, sans autorisation préalable d'une assemblée générale des actionnaires dans les cas où elle est requise. Le liquidateur pourra déléguer, sous sa propre responsabilité, ses pouvoirs pour des opérations ou tâches spécialement déterminées, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

Le liquidateur est autorisé à verser des acomptes sur le boni de liquidation aux actionnaires de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et pourra s'en référer aux écritures de la Société.

Le liquidateur sera rémunéré conformément aux usages de la Place.

Pour: 13.978

Contre: 0

Abstentions: 6.843

La résolution est approuvée.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de nommer Ernst&Young S.A., une Société anonyme, ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 7, Parc d'Activités Syrdall (RCS Luxembourg B 47.771) en qualité de réviseur à la liquidation.

Pour: 13.978

Contre: 0

Abstentions: 6.843

La résolution est approuvée.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 11.45 heures.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de cet acte sont estimés à environ deux mille euros (EUR 2.000.-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue d'eux connue aux membres du bureau et aux mandataires des comparants, connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: V. GLANE, M. PIRON, C. RINALDI, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 26 octobre 2011. Relation: LAC/2011/47494. Reçu douze euros (EUR 12,-).

Le Receveur ff. (signé): C. Frising.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 novembre 2011.

Référence de publication: 2011149709/98.

(110174008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2011.

Savona Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 139.796.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011148386/9.

(110172616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Scandal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1520 Luxembourg, 72, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 60.815.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011148387/10.

(110172326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Devera S.A., SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 129.616.

In the year two thousand and eleven, on the thirty-first of October.

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed,

Is held the extraordinary general meeting of shareholders of DEVERA S.A. SICAR, a public limited liability company having its registered office at 10-12, Boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies registry under number B 129.616 (the Company).

The Company was incorporated on 19 June 2007, by a deed of Maître Henri HELLINCKX, public notary residing in Luxembourg, as published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1796, on 24 August 2007. The Articles have been amended on October 27, 2009 pursuant a deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, as published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2356, on December 3, 2009.

The meeting of shareholders is chaired by Alexandra Beining, private employee, with professional address in Munsbach, who appoints as secretary Stephanie Gemmel, private employee, with professional address in Munsbach.

The meeting appoints as scrutineer Christian Lehnertz, private employee, with professional address in Munsbach.

The Chairman declared and requested the notary to state that:

I) The shareholders represented at the meeting (the Meeting) as well as the number of shares held by them have been set out on an attendance list signed by the proxy-holders of the shareholders represented, and the members of the meeting declare to refer to this attendance list, as drawn up by the members of the bureau of the meeting.

The aforesaid attendance list, after having been signed ne varietur by the parties and the undersigned notary, will remain attached to the present deed with which it will be registered.

The proxies given by the represented shareholders to the present meeting shall also remain attached to the present deed with which it will be registered and signed ne varietur by the parties and the acting notary.

II) All the shareholders of the Company are present or represented. All the shareholders having stated to have been duly informed of the Meeting, to have full knowledge of the agenda of the Meeting and to have unanimously agreed to waive the convening notice in respect of the Meeting, the Meeting is thus duly convened and validly constituted in order to deliberate on the following agenda:

1. Change the Company's registered office with effect as from November 1, 2011 from 10-12, Boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg to 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach;

2. Subsequent amendment of the first paragraph of article 2, of the Company's articles of association to give it the following content:

“ **Art. 2. Registered Office.** The registered office of the Company is established in Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors of the Company (the «Board of Directors»). Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the Board of Directors.”

3. Miscellaneous.

After discussion, the Meeting unanimously resolved the following decisions:

First resolution

The General Meeting resolves to change the Company's registered office with effect as from November 1, 2011, from 10-12, Boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg to 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Second resolution

Pursuant to the above resolution, the General Meeting resolves to amend the first paragraph of article 2 of the Company's articles of association that shall henceforth read as follows:

“ **Art. 2. Registered Office.** The registered office of the Company is established in Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors of the Company (the «Board of Directors»). Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the Board of Directors.”

There being no further business, the meeting is closed.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Munsbach, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read and explained to the meeting and to the members of the bureau, each and all known by the undersigned notary, the appearing persons signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mil onze, le trente-et-un octobre.

Pardevant Nous, Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, qui restera le dépositaire des présentes.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme DEVERA S.A. SICAR, ayant son siège social 10-12, Boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, numéro B 129.616 (la Société).

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, en date du 19 Juin 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1796 du 24 août 2007.

Les Statuts de la Société ont été modifiés en date du 27 octobre 2009 suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2356 du 3 décembre 2009.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Alexandra Beining, employée privée, avec adresse professionnelle à Munsbach,

qui désigne comme secrétaire Stephanie Gemmel, employée privée, avec adresse professionnelle à Munsbach.

L'assemblée choisit comme scrutateur Christian Lehnertz, employé privé, avec adresse professionnelle à Munsbach.

Le président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I) Que les actionnaires présents ou représentés à l'assemblée générale (l'Assemblée), les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le bureau de l'Assemblée, les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le notaire soussigné. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants, resteront également annexées au présent acte.

II) Qu'il appert de cette liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés. Les actionnaires se reconnaissent dûment convoqués et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, renonçant ainsi à leur droit de convocation, de sorte que l'Assemblée peut décider valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

1. Changement du siège social de la Société avec effet à compter du 1^{er} novembre 2011 du 10-12, Boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, vers 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach;

2. Modification subséquente du premier paragraphe de l'article 2 des statuts de la Société, afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2. Siège social.** Le siège social de la Société est établi à Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg. Des filiales, agences ou succursales pourront être ouvertes dans toutes autres localités du Grand-Duché ou dans tous autres pays par décision du conseil d'administration (le «Conseil d'Administration»). Le siège social peut être transféré au sein de la même municipalité par simple résolution du Conseil d'Administration.»

3. Divers.

Ainsi, l'Assemblée, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de changer le siège social de la Société avec effet à compter du 1^{er} novembre 2011 du 10-12, Boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, vers 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Deuxième résolution

Suite à la résolution précédente, l'Associé Unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 2 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 2. Siège social.** Le siège social de la Société est établi à Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg. Des filiales, agences ou succursales pourront être ouvertes dans toutes autres localités du Grand-Duché ou dans tous autres pays par décision du conseil d'administration (le «Conseil d'Administration»). Le siège social peut être transféré au sein de la même municipalité par simple résolution du Conseil d'Administration.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont Acte,

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Fait et passé à Munsbach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. BEINING, S. GEMMEL, C. LEHNERTZ, M. SCHAEFFER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 novembre 2011. Relation: LAC/2011/49642. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 24 novembre 2011.

Référence de publication: 2011163181/120.

(110188775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 novembre 2011.

Scandal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1520 Luxembourg, 72, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 60.815.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011148388/10.

(110172327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Scandal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1520 Luxembourg, 72, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 60.815.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011148389/10.

(110172328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

1798 Global Equity Long/Short Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 161.136.

In the year two thousand eleven, on the twenty-third of November.

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of "1798 Global Equity Long/Short Fund" (the "Company") a Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé established in the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under number B 161.136 and having its registered office at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, dated 20 May 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1200 on 4 June 2011.

The Meeting begins at 10:00 a.m., Mr. Mark EDMONDS, private employee, professionally residing in Luxembourg, being in the chair.

The Chairman appoints as secretary of the Meeting Mrs. Sandrine KITZINGER, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elects Mrs. Olivia TOURNIER, private employee, professionally residing in Luxembourg, as scrutineer.

The Chairman then states that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the members of the bureau, the shareholders present and the proxies of the shareholders represented. The said list initialed "ne varietur" by the members of the bureau will be annexed to and be registered with this deed.

II. The Meeting was convened by a notice, containing the agenda, sent to all shareholders by registered mail on 28 October 2011.

III. As appears from the said attendance list, the present Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the items on the agenda.

IV. The agenda of the Meeting is as follows:

1. To amend with effect as from 1 December 2011 article 22 of the articles of incorporation of the Company as follows:

- To restate second paragraph to read as follows:

“The Company may suspend the determination of the net asset value and in consequence the issue, conversion and redemption of the shares in the following circumstances.”

- To add a new eleventh paragraph reading as follows:

“(i) if in the opinion of the Board of Directors, such redemptions cannot be effected or would otherwise be impracticable or be materially prejudicial to the remaining shareholders;”.

- To restate accordingly old paragraphs eleventh to fourteenth so as they start with (j), (k), (l), and (m), respectively.

- To add a new paragraph after the old paragraph fourteenth to read as follows:

“The Board of Directors may, in any of the cases listed above, suspend the issue and/or redemption and/or conversion of shares without suspending the determination of the net asset value.”

2. Miscellaneous.

After approval of the statement of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the meeting passes, after deliberation, the following resolution:

Resolution

The Meeting resolves to amend with effect as from 1 December 2011 article 22 of the articles of incorporation of the Company as follows:

- To restate second paragraph to read as follows:

“The Company may suspend the determination of the net asset value and in consequence the issue, conversion and redemption of the shares in the following circumstances.”

- To add a new eleventh paragraph reading as follows:

“(i) if in the opinion of the Board of Directors, such redemptions cannot be effected or would otherwise be impracticable or be materially prejudicial to the remaining shareholders;”.

- To restate accordingly old paragraphs eleventh to fourteenth so as they start with (j), (k), (l), and (m), respectively.

- To add a new paragraph after the old paragraph fourteenth to read as follows:

“The Board of Directors may, in any of the cases listed above, suspend the issue and/or redemption and/or conversion of shares without suspending the determination of the net asset value.”

Nothing else being on the agenda and nobody wishing to address the Meeting, the Meeting was closed at 10:30 am.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt-trois novembre.

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'«Assemblée») de «1798 Global Equity Long/ Short Fund» (la «Société»), une Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé établie au Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161136 et ayant son siège social au 5, allée Scheffer, L2520 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 20 mai 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1200 le 4 juin 2011.

L'Assemblée est ouverte à 10.00 heures sous la présidence de Monsieur Mark EDMONDS, employé privé, résidant professionnellement à Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Sandrine KITZINGER, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée élit Madame Olivia TOURNIER, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg, comme scrutatrice.

Monsieur le Président expose ensuite:

I. Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par les membres du bureau, les actionnaires présents et les représentants des actionnaires représentés. Ladite liste signée "ne varietur" par les membres du bureau restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

II. La présente assemblée a été convoquée par des avis, contenant l'ordre du jour, envoyés par lettre recommandée le 28 octobre 2011 à tous les actionnaires de la Société.

III. Qu'il appert de ladite liste de présence que la présente Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

IV. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est conçu comme suit:

1. De modifier, avec effet à partir du 1^{er} décembre 2011, l'article 22 des statuts de la Société comme suit:

- De reformuler le deuxième paragraphe pour lui donner la teneur suivante:

«La Société pourra suspendre la détermination de la valeur nette d'inventaire et en conséquence l'émission, la conversion et le rachat des actions dans les cas suivants:».

- D'ajouter un nouveau onzième paragraphe ayant la teneur suivante:

«(i) si le Conseil d'Administration estime que ces rachats ne peuvent pas être effectués ou seraient impraticable ou porteraient préjudice aux actionnaires restants;».

- De renuméroter les anciens onzième au quatorzième paragraphes afin qu'ils commencent par respectivement (j), (k), (l) et (m).

- D'ajouter un nouveau paragraphe après l'ancien quatorzième paragraphe ayant la teneur suivante:

«Le Conseil d'Administration peut, dans chacun des cas mentionnés ci-dessus, suspendre l'émission et/ou le rachat et/ou la conversion des actions sans suspendre le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire.»

2. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et avoir vérifié qu'elle était régulièrement constituée, prend, après délibération, la résolution suivante:

Résolution

L'Assemblée décide de modifier, avec effet à partir du 1^{er} décembre 2011, l'article 22 des statuts de la Société comme suit:

- De reformuler le deuxième paragraphe pour lui donner la teneur suivante:

«La Société pourra suspendre la détermination de la valeur nette d'inventaire et en conséquence l'émission, la conversion et le rachat des actions dans les cas suivants:».

- D'ajouter un nouveau onzième paragraphe ayant la teneur suivante:

«(i) si le Conseil d'Administration estime que ces rachats ne peuvent pas être effectués ou seraient impraticable ou porteraient préjudice aux actionnaires restants;».

- De renuméroter les anciens onzième au quatorzième paragraphes afin qu'ils commencent par respectivement (j), (k), (l) et (m).

- D'ajouter un nouveau paragraphe après l'ancien quatorzième paragraphe ayant la teneur suivante:

«Le Conseil d'Administration peut, dans chacun des cas mentionnés ci-dessus, suspendre l'émission et/ou le rachat et/ou la conversion des actions sans suspendre le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 10.30 heures.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom, état civil et domicile, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. EDMONDS, S. KITZINGER, O. TOURNIER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 novembre 2011. LAC/2011/52584. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 30 novembre 2011.

Référence de publication: 2011165016/133.

(110190320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} décembre 2011.

SD Fassaden S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5408 Bous, 37, rue de Stadtbredimus.

R.C.S. Luxembourg B 36.541.

Le bilan arrêté au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 28 octobre 2011.

Pour SD FASSADEN SARL

Fiduciaire Roger Linster

p. d. Viviane Roman

Référence de publication: 2011148393/13.

(110172591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

SI BEG Holding II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 153.073.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011148396/11.

(110172197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

SI BEG Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 208, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 151.894.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011148397/11.

(110172198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Société Domaine de Bois Le Roi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6496 Echternach, 48, Montée Troosknepchen.

R.C.S. Luxembourg B 99.424.

Les comptes annuels consolidés au 14.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011148401/11.

(110171765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 octobre 2011.
